

L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

ENTREPRISES

AQUAVITAL, LE NOUVEAU CENTRE
QUI PREND SOIN DE VOTRE SANTÉ

DOSSIER

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE,
UNE RÉVOLUTION ANNONCÉE

CHEVERNY, LA DESTINATION VERTE TENDANCE

Lire page 38

Gratuit #208
Mai-Juin 2024 édition du Loir-et-Cher

www.lepicentre.online



Ne cherchez plus vos locaux professionnels

Dernières opportunités !

Disponibilités à partir de 150 m²



Mai-Juin 2024
ÉDITION DU LOIR-ET-CHER
Gratuit

#208

www.lepicentre.online

Groupama Up /
Espace entreprises,
2 avenue de Châteaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT

François Delaisse

RELATIONS EXTÉRIEURES

Philippe Duisit
06 33 22 43 19

Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACT
COMMERCIAL

Denis Labrune
06 86 70 03 85

IMPRESSION

Imprimerie Médié, Contres

GRAPHISME

Culture Com', Blois
02 54 46 39 35

RÉDACTEURS

Estelle Cuiry
Stéphane De Laage
Bruno Goupille
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Maxence Yvernault
Camille Colloch
Émilie Marmion

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Emmanuel Jeangirard

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépot légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle
du contenu de ce journal est interdite
sauf accord préalable de la direction.



ÉDITO

3

« Peux-tu m'écrire un édito sur l'intelligence artificielle ? »

C'est la question que j'ai posée à ChatGPT. Rassurez-vous, je n'ai pas cherché à copier-coller bêtement le texte écrit en quelques secondes par le logiciel d'intelligence artificielle.

Mais, j'étais curieux de voir si ChatGPT ferait moins bien, aussi bien, voire mieux qu'un journaliste. Sur la forme, le cahier des charges est rempli : six paragraphes se succèdent et il n'y a aucune faute d'orthographe. Sur le fond, le logiciel présente les avantages et les inconvénients de l'intelligence artificielle, il cite plusieurs exemples concrets tout au long du texte et il se pose même des questions à lui-même ou à la société.

Mais, une partie du « travail » laisse encore à désirer : l'écriture manque cruellement d'humanité, de chaleur, de spontanéité et semble un peu « robotisée ». Prenons un autre exemple ; imaginons deux lettres : la première est écrite par l'un de vos proches, un humain donc, et celui-ci va vous faire part de ses sentiments, quels qu'ils soient, de manière spontanée. La deuxième est écrite par l'intelligence artificielle, qui n'a aucun sentiment et qui ne peut pas connaître les vôtres. Laquelle préférez-vous ? Personnellement, je préfère la première.

Ma critique de cet « édito » était facile : je savais en le lisant qu'il avait été écrit par ChatGPT. Mais qu'en est-il du professeur, du collègue aux études supérieures, qui a une copie devant lui ? Serait-il capable de discerner si cette copie a été écrite avec l'aide de l'intelligence artificielle ? Comment peut-il identifier une telle copie ? La réponse semble compliquée. Et qu'en est-il de vous, lecteur ? Seriez-vous capable de différencier un article écrit par un journaliste d'un article écrit par l'intelligence artificielle ? Dès lors, le métier de journaliste est-il menacé ? Seul l'avenir nous le dira.



Notre dossier du mois « Intelligence artificielle, une révolution annoncée » décrypte l'utilité de l'intelligence artificielle et ses conséquences pour notre société. Et promis, j'ai écrit moi-même cet éditorial !
Bonne lecture,

Maxence Yvernault

5 EN BREF

ENTREPRISES ET AIDE SOCIALE
UNE CONVENTION RÉGIONALE
CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL DANS
LE SECTEUR DE LA COIFFURE
APEF SE DÉVELOPPE EN RÉGION
CENTRE-VAL DE LOIRE



6 ENTREPRISES

AQUAVITAL, LE NOUVEAU CENTRE
QUI PREND SOIN DE VOTRE SANTÉ
LUXBAG A LA BONNE PARTITION
REGARDS CROISÉS SUR LA
COMMUNICATION



32 CULTURE

JULIE GAYET, SON ENGAGEMENT
POUR LES FEMMES DANS
L'INDUSTRIE DU CINÉMA

35 SPORTS

QUAND LE CENTRE-VAL DE LOIRE
SE PREND AUX JEUX



20 LE MAG

L'INTERVIEW PAUSE-CAFÉ DE
SARAH CADOUX, PRODUCTRICE DE
FRAISES
FAMILY BUSINESS LA PÂTISSERIE
BIGOT, UNE INSTITUTION DE
FEMMES QUI DURE DEPUIS 100 ANS
UN MANAGEMENT POSITIF
POUR CONCILIER HUMAIN ET
PERFORMANCE

26 LE DOSSIER

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE,
UNE RÉVOLUTION ANNONCÉE



38 TOURISME

CHEVERNY, LA DESTINATION
VERTE TENDANCE

Convention régionale contre le travail illégal dans le secteur de la coiffure

Le 15 avril dernier, l'Union des entreprises de coiffure (UNEC) Centre-Val de Loire, la Chambre des métiers et de l'artisanat régionale (CMAR), la préfecture de région et la DREETS ont signé une convention de partenariat pour renforcer la lutte contre le travail illégal et la concurrence sociale déloyale dans le secteur de la coiffure. La région Centre-Val de Loire compte 2 082 établissements de coiffure et 1 192 coiffeurs à domicile.

Le travail illégal dans le secteur de la coiffure se traduit par des faux statuts (faux travailleurs indépendants), une dissimulation des heures de travail effectuées par les salariés et l'emploi de travailleurs étrangers sans titre de travail, hébergés parfois dans des conditions indignes. Ce travail illégal est préjudiciable pour les comptes publics, les organismes de protection sociale, les entreprises qui subissent une concurrence déloyale et les salariés qui ne peuvent bénéficier ni d'une protection sociale, ni du droit du travail.

APEF se développe en région Centre-Val de Loire

Le 2 avril dernier, une agence APEF, spécialiste du service à la personne, a ouvert ses portes à Chinon (37). Cette agence, la quatrième implantée en Indre-et-Loire, est placée sous la direction de Vanessa Palaric. « En tant que cliente, je me suis rendue compte que les prestations de services à la personne manquaient, explique-t-elle. Je me suis installée ici pour répondre à ces besoins, mais aussi parce que Chinon est un bon compromis entre ville et village. Je veux aider à développer le tissu économique local et m'inscrire dans le dynamisme du territoire. »

APEF annonce aussi la création de 1 000 postes en France, dont 40 en Indre-et-Loire (à Tours, Chinon et Saint-Cyr-sur-Loire), 10 en Loir-et-Cher (à Vendôme) et 10 dans le Loiret (à Saran). Auxiliaires de vie, assistants ménagers, gardes d'enfants, jardiniers, assistants d'agence et responsables de secteur sont les postes à pourvoir. Des CDI à temps partiel ou complet sont proposés, ainsi que des CDD pour l'été destinés aux étudiants.

Entreprises et aide sociale

A2E41, Aderim, Autosur, Brin de Nature, Burger King, Gang of Ppizza, Idééal Auto, La Récré des Pirates, le Ggarage de l'Arche, Magasin Netto, Neto Bâtiment et Unicéa Services ont financé un véhicule pour le Centre communal d'action social (CCAS) de Romorantin-Lanthenay.

Celui-ci a été aménagé par le CCAS en véhicule réfrigéré afin d'assurer le portage des repas aux personnes âgées. Le véhicule à l'effigie des financeurs assure trois tournées chaque matin sur l'ensemble de la commune. Il s'agit du second financé par le secteur privé local : le premier, un minibus électrique, emmène des personnes valides aux supermarchés. Le véhicule réfrigéré pourra également servir pour éviter la rupture de la chaîne du froid.

« On avait besoin de renouveler le parc de véhicules, et or les finances d'un CCAS sont compliquées. On est contents d'avoir des véhicules pour mettre en œuvre nos actions et notre politique sociale », indique Bruno Harnois, adjoint chargé de la solidarité.



100% SERVICE
100% QUALITÉ

Une signature de **référence** pour tous vos projets

7/7 - 24h/24



24, rue des Arches
41000 BLOIS
02 54 43 49 14

pelle-electricite.fr



Zac des Courtis 2 allée Ernest Nouel
41100 VENDÔME
02 54 77 66 10

callac-electricite.fr



24, rue des Arches
41000 BLOIS
02 54 78 02 78

broudic-plomberie.fr

Aquavithal, le nouveau centre qui prend soin de votre santé

Depuis la fin du mois de mars, le centre de remise en forme Aquavithal a migré sur le Campus by Groupe Idec, situé sur le parc d'activité des châteaux, près de Blois. Trente ans après sa création, l'entreprise qui allie sport et santé va encore plus loin dans sa démarche en renforçant ses activités vers le bien-être.

Il aura fallu dix-sept ans avant que le rêve d'Étienne Loiselet et de son associé Vincent Perrot voit le jour. En 1995, ils ouvrent leur premier centre, avec l'envie d'agir en amont des maux pour préserver la santé de leurs clients. Avec l'école du dos et leurs cours de renforcement musculaires, ils fondent petit à petit leur réputation. En 1998, ils décident d'y ajouter un volet médical pour se distinguer des salles de sport orientées vers la performance. Puis en 2003, ils agrandissent leur salle située au bout de l'avenue Maunoury, à la sortie de Blois.

“ En 2008, nous avons commencé à intégrer des activités de bien-être avec, déjà, ce projet de nouveau centre ”

a expliqué Etienne Loiselet le 15 mars dernier, lors de la visite en avant-première du nouveau site, proposée, en présence du champion de natation Camille Lacourt, aux participants du Blois Chambord Business Club.

Les participants ont eu la chance de découvrir l'équipement flambant neuf, équipé à la pointe de l'innovation environnementale : « 300 m² de panneaux photovoltaïques fournissent l'électricité, une boucle de géothermie fournit l'eau nécessaire aux bassins, qui a trois vies : elle passe



d'abord dans les bassins d'eau plus froids, avant de rejoindre la partie balnéothérapie, puis d'être recyclée dans les pédiluves et les toilettes en fin de parcours », a expliqué le dirigeant.

L'eau comme alliée du capital santé

C'est bien par sa partie aquathérapie que se distingue ce nouveau centre de remise en forme. En effet, l'espace aquatique comporte trois bassins correspondant à des usages différents : un espace dédié à la gymnastique, l'aquabiking et l'école de natation ; un bassin de 25 mètres pour les nageurs et, surtout, un espace de 200 m² destiné à la balnéothérapie. Ce dernier, chauffé à 30 degrés et comportant plus d'une dizaine de niveaux de massages différents, est l'atout indéniable de ce nouveau centre digne d'une thalasso.

À proximité, on trouve d'une part l'accès au solarium avec vue sur le parc verdoyant du Campus, et d'autre part la liaison avec l'espace bien-être, comportant sauna, hammam, salon de relaxation, tisanderie, salon détente et des cabines de soins. « Pour le spa, nous avons envie de créer un véritable cocon. Toutes les cabines disposent de régulateurs de lumières et de musiques, elles comportent une douche et des tables de massage chauffantes. Nous poursuivons notre partenariat avec Phytomer, qui propose des soins de qualités », a exposé Étienne Loiselet. Enfin, côté sport, c'est à l'étage du bâtiment que tout se passe. On y trouve quatre salles adaptées à diverses activités : pilates, fitness, musculation, cross fit, avec des machines et équipement dernier cri.

Avec leur nouveau centre, les dirigeants d'Aquavithal ouvrent un large champ de solutions pour prendre soin de son corps quels que soient son âge et ses besoins.

Émilie Marmion



Luxbag a la bonne partition

Le dernier fabricant 100 % français de protections et accessoires pour instruments de musique se situe dans le Loir-et-Cher, à Monthou-sur-Cher. L'entreprise Luxbag allie deux savoir-faire complémentaires : la gainerie et la piquère.

Située à Monthou-sur-Cher (41), Luxbag a été créée en 1962. Ancien musicien professionnel, Patrice Pivron a rejoint l'entreprise en janvier 2009. La même année, celle-ci est labélisée Entreprise du patrimoine vivant (EPV). Actuellement, 1 500 entreprises françaises ont ce label EPV. En quinze ans, Luxbag a développé trois marques : ErgoStrap en 2010, premier système d'attache ergonomique pour saxophonistes ; « ANDY, l'esprit mains libres » en 2018, une gamme de bretelles adaptables pour étuis ; et PLUM' Case en 2024, étui pour guitares en aluminium.

Conquérir de nouveaux marchés

Ce dernier produit personnalisable a la particularité d'être en moyenne deux fois plus léger que les autres étuis et son intérieur est modulable. Pour ce faire, Luxbag a développé des outils de production et des process spécifiques. Un poste dédié a été créé, avec une première embauche



en début d'année. Ce nouveau produit a été présenté en avant-première lors du Paris Guitar Festival, salon international de guitares qui a eu lieu fin février-début mars 2024. Le produit est commercialisé en France et en Europe en BtoB et en BtoC sur une plate-forme dédiée. En 2022, l'entreprise a développé une gamme de housses pour instruments en lin 100 % naturel, une matière peu salissante, imperméable et résistante. Luxbag utilise un lin cultivé dans le nord de la France, et les autres matières, notamment le coton utilisé pour les pièces d'assemblage, proviennent du Maine-et-Loire. Depuis l'arrivée de Patrice Pivron en 2009 et grâce au développement de ces nouveaux produits, l'entreprise a conquis de nouveaux marchés : luthiers, facteurs d'instruments, musiciens professionnels, matériel médical...

Maxence Yvernault

Journée de l'international en Centre-Val de Loire

VENDREDI 7 JUIN 2024
Centre de conférences Orléans

1 événement, 3 objectifs :
S'informer sur les premières démarches à l'export
Conquérir de nouveaux marchés à l'international
Renforcer les investissements étrangers

INSCRIPTION



LES RENCONTRES DE LA TEAM FRANCE EXPORT

TEAM FRANCE EXPORT
RÉGION CENTRE VAL DE LOIRE

RENCONTRES ÉCONOMIQUES devup International

RENDEZ-VOUS B2B - CONFÉRENCES - NETWORKING



La Poste donne l'exemple

La Poste revendique d'être une « entreprise à mission ». Le groupe se félicite, à juste titre, de l'action sociétale qu'il mène au quotidien en faveur de toutes les parités, de l'accompagnement de ses salariés et des publics les plus fragiles. Un exemple à suivre...

Elles font évidemment penser au « drôles de dames », ces dirigeantes de La Poste, Sandrine Krief, directrice régionale courrier colis, Béatrice Tourette, déléguée régionale pour le groupe, et Stéphanie Lhoste, directrice exécutive de la branche grand public et numérique. Elles représentent la parité, mais aussi les ambitions sociales du groupe La Poste. Ensemble, elles tournent les pages du catalogue social de l'entreprise idéale, avec, notamment, une égalité salariale à faire pâlir n'importe quelle entreprise française. À peine 0,2 % d'écart... en faveur des femmes justement, et une tolérance zéro contre le sexisme ordinaire.

La Poste est une entreprise à mission, donc responsable. En février 2021, elle se donne une raison d'être supplémentaire : « Au service de tous, et utile à chacun. La Poste, entreprise de proximité humaine et territoriale, développe les échanges et des liens, en contribuant au bien commun de la société tout entière. »

Par ses actions de terrain, elle contribue au développement et à la cohésion des territoires, favorise l'inclusion sociale, promeut l'accès au numérique éthique et inclusif et, enfin, veille à l'accélération de la transition écologique.

« Je ne suis pas capable »

« Gérer l'équité homme - femme et le bien social, c'est une question de volonté, explique Sandrine Krief. Ce n'est pas de la cosmétique. » Au quotidien, cela veut dire : pas de réunion les jours de rentrée scolaire, assumer le droit à la déconnexion, en finir avec les croyances limitantes du genre « je ne suis pas capable ».

Le métier de facteur a évolué : la tranche d'activité de 6 heures à 13 heures s'est progressivement décalée de 9 heures à 16 heures, ce qui a facilité l'accès des femmes à la profession, une autre qualité de service et une meilleure garantie de la santé au travail. S'ajoute depuis peu la combinaison du télétravail et du présentiel, qui permet à certains cadres féminins de quitter leur poste à 16 h 30 pour gérer les enfants avant de reprendre le travail chez elles.

Le handicap et la maladie sont aussi des éléments de la vie que l'entreprise prend en compte par des aménagements d'horaires. « Nous sommes suffisamment nombreux et maillés pour pouvoir assumer nos missions », explique Béatrice Tourette.



Sandrine Krief, Béatrice Tourette et Stéphanie Lhoste, drôles de dames, mais très sérieuses quand on leur parle d'équité.

La Poste finance si besoin des nounous, accompagne les aidants en aménageant les périodes de travail. « J'ai toujours 10 % de places réservés à des postes aménagés », précise Sandrine Krief. « Et l'on se fait une fierté de mener cette politique sociale dans la durée », insiste Stéphanie Lhoste. La Poste peut ainsi revendiquer un taux de 8,45 % de postes tenus par des personnes en situation de handicap, soit 3,5 % de plus que ce que la législation exige. En région Centre-Val de Loire, 6 600 emplois directs participent à la marque employeur et tous les syndicats signent régulièrement les chartes et leurs avenants pour faire avancer cette féminisation, qui ressemble à tout sauf au militantisme et au féminisme.

Stéphanie de Laage

« Gérer l'équité homme - femme et le bien social, c'est une question de volonté »

Sandrine Krief

Une nouvelle gamme de croquettes Ultima à La Chapelle-Vendômoise

En mars dernier, la marque de nourriture pour animaux de compagnie Ultima présentait ses nouveaux produits pour 2024. Une des nouvelles gammes sera produite dans l'usine de La Chapelle-Vendômoise (41).

La marque Ultima représente aujourd'hui 12 % de part de marché des aliments pour chiens et chats, un record depuis sa création il y a vingt ans. En 2023, 100 000 tonnes de nourriture ont été produites dans l'usine de La Chapelle-Vendômoise. 98 % des produits sont destinés au marché français. « L'usine est un peu au bout de ses capacités », remarque Nicolas Ouziel, directeur général d'Affinity Petcare France. La marque entend donc développer son outil industriel à l'horizon 2026. Comment ? En agrandissant l'usine et en passant de 120 salariés aujourd'hui à 140 en 2026, pour un investissement total de 30 millions d'euros. L'objectif à terme est d'augmenter la production de l'usine de 15 à 20 %. Parmi les nouveaux produits présentés en mars dernier, la gamme de croquettes PRO+, pour chiens ou chats, au poulet ou au saumon, sera fabriquée dans l'usine de La Chapelle-Vendômoise.

Agir pour le bien-être animal

Depuis 2023, Ultima et la Fondation Affinity sont engagées auprès de la Société protectrice des animaux (SPA) en faveur du bien-être animal. En 2024, Ultima va

verser 225 000 € pour des missions de protection animale. La marque offrira également des jeux et équipements pour améliorer les conditions de vie en refuge et un kit Ultima sera distribué à chaque adoptant.

Selon une étude YouGov réalisée pour Ultima et publiée en mars dernier, 21 % des propriétaires considèrent leur animal de compagnie comme leur enfant, et 93 % d'entre eux l'assument complètement. 72 % des Français conçoivent que l'on peut préférer avoir un animal plutôt qu'un enfant. 43 % estiment que la place des animaux n'est pas suffisamment valorisée au sein de la société et 27 % regrettent qu'il ne soit pas encore possible d'emmener son animal partout (hôtel, bar, restaurant...).

Maxence Yvernault



La nouvelle gamme de croquettes PRO+



VAL DE FRANCE

ÊTRE AU ❤️ DE L'ACTION AVEC NOS CLIENTS



Une agence proche de chez toi



Un « coach jeune » dédié



Daphné, 23 ans

Crédit Agricole Val de France accompagne chacun de vos projets.

UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

(1) Téléchargement et accès gratuit de l'application Ma Banque, hors coûts de communication du fournisseur d'accès Internet. L'utilisation de l'application nécessite la détention d'un terminal compatible et l'abonnement aux services Crédit Agricole En Ligne. (2) Assurance habitation Jeune à seulement 6€/mois. La formule jeune s'adresse aux jeunes de 18 à 30 ans, locataires d'un bien de 2 pièces maximum avec les garanties essentielles ; Responsabilité civile, incendie, dégât des eaux, bris de glace, événements climatiques, catastrophes naturelles. Tarif en vigueur au 01/01/2024. Les contrats d'assurances sont assurés par Pacifica, filiale d'assurance dommage de Crédit Agricole Assurances, PACIFICA S.A. au capital entièrement libéré de 442.524.390 euros. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social 8-10 Boulevard de Vaugirard - 75724 Paris Cedex 15, 352 358 865 RCS Paris. Les événements garantis, les conditions et les exclusions figurent au contrat. (3) Sous réserve d'acceptation du dossier. Une assurance emprunteur sera exigée pour l'octroi du prêt. Contrats d'assurance emprunteur assurés par PREDICA, compagnie d'assurances de personnes, filiale de Crédit Agricole Assurances. Entreprise régie par le Code des Assurances - S.A. au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 €. Siège social : 16-18 boulevard de Vaugirard 75015 Paris - 334 028 123 RCS Paris. (4) Pour être sociétaire, il suffit de souscrire des parts sociales au Crédit Agricole Val de France et être agréé par le Conseil d'Administration. Une part sociale est un titre de capital, déposée sur un Compte Titres Ordinaire (CTO), représentative d'une partie du capital social d'une Caisse Locale territoriale ou d'une caisse locale départementale. CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL VAL DE FRANCE, société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 1, Rue Daniel Boutet, 28000 Chartres, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Chartres, sous le numéro 400 868 188, inscrit à l'ORIAS sous le n°07 022 704 - Identifiant unique CITEO : FR234311_01FONU - Crédit photo : Getty image

Ma TO DO étudiante

- ✓ Assurer mon logement⁽²⁾
- ✓ Financer⁽³⁾ ma future voiture électrique
- ✓ Epargner pour mes projets
- ✓ Devenir sociétaire⁽⁴⁾
- ✓ Contacter mon conseiller bancaire

Les professionnels du bâtiment tirent la sonnette d'alarme

Pour la première fois en Centre-Val de Loire, et même en France, les professionnels du bâtiment et de l'immobilier ont fait front commun pour lancer un cri d'alarme face à l'effondrement de leur activité. Leurs assises régionales ont rassemblé près de 350 personnes.

C'était une première régionale, voire nationale. Le 17 mars dernier, la totalité des acteurs de la filière du bâtiment et de l'immobilier faisait cause commune pour alerter sur la situation critique de leur activité. Les professionnels du Centre-Val de Loire ont organisé au centre de conférences d'Orléans leurs premières assises régionales, qui ont réuni près de 350 personnes, preuve que leurs craintes sont partagées.

Défaillances d'entreprises, licenciements, arrêts de chantiers, chute de transactions immobilières, abandon de programmes de construction, tous les indicateurs ont viré au rouge depuis l'année dernière. La faute à l'augmentation des taux d'intérêt, au renchérissement du coût des matières premières, à la pénurie du foncier et aux conditions restrictives d'octroi des aides à l'accès au logement et à la rénovation. « On n'a pas connu une telle crise depuis la deuxième guerre mondiale », n'hésitait pas à affirmer Christian Bodin, le président de la Fédération régionale des travaux publics.

Des mesures d'urgence pour relancer

Tous les présidents des instances professionnelles régionales avaient répondu présents : Anthony Laudat, pour la Fédération du bâtiment, Ivain Le Roy-Liberge, pour la promotion immobilière, Ludovic Dagois, pour la FNAIM, et Eric Liglet, pour l'union des industries de carrières et matériaux de construction, en plus de Christian Bodin. Lors d'une conférence de presse, ils ont déroulé la liste noire des chiffres alarmants : 433 défaillances d'entreprises, dont 153 dans le Loiret, 400 emplois perdus, une baisse de 33 % des constructions de logements, une chute de 18 % des transactions immobilières, un recul de 50 % de la vente de logements neufs et de 30 % des permis de construire. S'ils dénoncent une situation catastrophique, les acteurs de l'immobilier avancent aussi des solutions. Ils préconisent des mesures d'urgence, comme assouplir les conditions de crédits, faciliter l'accès au prêt à taux zéro, exonérer partiellement les droits de succession dans le neuf, ou encore simplifier l'obtention des primes à la rénovation. Le cri d'alarme est lancé, sera-t-il entendu ?



Pour leurs premières assises régionales, le 14 mars à Orléans, les présidents de la filière faisaient front commun : (de gauche à droite) Anthony Laudat, pour la Fédération du bâtiment, Ivain Le Roy-Liberge, pour la promotion immobilière, Christian Bodin, pour les travaux publics, Eric Liglet, pour l'union des industries de carrières et matériaux de construction, et Ludovic Dagois, pour la FNAIM.

Interrogé le 11 avril, Anthony Laudat se félicitait du succès des premières assises à Orléans, mais constatait que la situation ne s'améliorait pas. « Il y a eu de petits aménagements comme la suppression de l'approche globale pour l'obtention de Ma Prime Rénov', mais nous sommes toujours en chute libre pour la construction de logements neufs. Il y a eu une baisse des taux d'intérêt et les banques ont bien joué le jeu en rappelant leurs clients ayant retrouvé une capacité d'investissement, mais ce n'est encore qu'un frémissement, pas une envolée. »

Anthony Laudat signale de nouvelles défaillances d'entreprises du bâtiment en Indre-et-Loire et dans le Cher. « Rien n'est réglé. On nous dit que l'on atteindra le creux de la vague début 2025, mais cela fait deux ans que l'on tire la sonnette d'alarme. Alors on maintient la pression sur le gouvernement et on travaille sur de nouvelles actions pour sauver nos entreprises. »



« Nous restons mobilisés pour sauver nos entreprises »

Président de la Fédération régionale du bâtiment, Anthony Laudat dirige une entreprise de construction dans le Cher

Regards croisés sur la communication

Le 14 juin prochain, dans le cadre de son dixième anniversaire, l'association Millef'œil organise une table-ronde intitulée « Regard sur dix ans de communication ». Cet événement spécial réunira des experts de divers horizons pour examiner les défis, les transformations et les innovations qui ont façonné le paysage de la communication au cours de la dernière décennie.

La table ronde, qui se tiendra au théâtre du Grand Orme à Feings (41), est organisée par Millef'œil, l'association qui s'est imposée comme un point de rencontre pour les professionnels de la communication du Loir-et-Cher. Cette soirée du vendredi 14 juin, offrira une opportunité de partager des observations et des réflexions sur les tendances marquantes des dix dernières années dans le paysage de la communication.

Les professionnels représenteront différents domaines de la communication, apportant ainsi une diversité d'expertises et de perspectives au débat. De l'avènement des réseaux sociaux à la montée en puissance du marketing d'influence, en passant par l'explosion du contenu visuel et la personnalisation de la communication, la décennie écoulée a été témoin de changements significatifs qui ont redéfini la manière dont nous communiquons.

Catherine Beauvallet, responsable pédagogique de l'école de design graphique ETIC à Blois, apportera son expérience dans la formation des futurs professionnels du design, mettant en lumière les compétences et les pratiques qui ont émergé lors de cette décennie. Lionel Guênerie,



L'équipe à la tête de Millef'œil

directeur de création de l'agence Kubilai à Tours, évoquera l'évolution esthétique des créations, avec un retour au contenu authentique et humain dans les campagnes de communication. Enfin, Coralie Wyss, directrice artistique de l'Agence des Monstres à Orléans, enrichira le débat sur le design du message et l'évolution des outils comme la vidéo et le motion design.

L'idée de se poser, de prendre le temps de regarder en arrière et mieux comprendre l'environnement, devrait permettre d'appréhender les défis à venir dans ce domaine en constante évolution. Cette table ronde promet de belles discussions constructives. L'échange, dans la convivialité, est un peu la marque de fabrique de l'association Millef'œil, qui organise des rendez-vous mensuels dédiés à la communication depuis dix ans.

Sophie Manuel

cpme41
LOIR-ET-CHER

Le Livre Blanc de la CPME de Loir-et-Cher

L'ENTREPRISE DANS LE TERRITOIRE

L'objectif ?



La CPME 41, Franck BATAILLE et Patrice DUCEAU, a présenté le fruit d'une année de travail au cœur des territoires, d'écoute des entreprises - élus - étudiants - institutionnels pour comprendre les réalités locales et s'engager sur des actions concrètes pour accompagner les entreprises que la CPME défend. La présentation a été suivie d'une conférence passionnante de Jérôme FOURQUET (politologue et essayiste - auteur et directeur du département "Opinion et Stratégies d'entreprise" à l'IFOP).

Pour retrouver la
synthèse de notre
Livre Blanc



CPME DE LOIR-ET-CHER - 16 rue de la Vallée Maillard 41000 BLOIS - 02.54.56.06.06



Les 6 thèmes abordés dans le Livre Blanc :

- Comment redistribuer une richesse lorsque la conjoncture nous défie ?
- Fracture intergénérationnelle : pourquoi on ne se comprend plus ?
- Comment les entreprises locales incarnent-elles l'identité du Loir-et-Cher ?
- Comment avons-nous perdu les codes du savoir-vivre ensemble ?
- Quelle est la légitimité de l'entreprise pour faire évoluer la société ?
- Comment anticiper le futur dans un monde incertain ?

Y-a-t-il trop de normes pour les entreprises françaises ?

La société française, et notamment les chefs d'entreprise, se plaignent souvent des lourdeurs administratives et de la complexité du droit français. Mais, factuellement, combien y-a-t-il de normes dans le droit français ? Et est-ce vraiment trop ?

Le 8 avril dernier, Contribuables Associés, association de contribuables français, publiait une étude réalisée en collaboration avec Sébastien Laye, économiste et chef d'entreprise franco-américain. À la question "Y-a-t-il trop de normes en France ?", la réponse de cette étude est plutôt oui. Son titre annonce d'emblée la couleur : « La simplification administrative. Sortir de l'enfer bureaucratique français ». « Un exemple frappant de cette tendance est le code de la santé publique, doublant de volume tous les quinze ans avec une addition annuelle de 400 articles », explique notamment Sébastien Laye dans cette étude.

44 millions de mots dans le droit français

Le 15 juin 2023, la délégation sénatoriale aux entreprises alertait déjà sur cette question et déposait un rapport d'information intitulé « La sobriété normative pour renforcer la compétitivité des entreprises ». À noter que les trois rapporteurs étaient un sénateur du groupe socialiste, un de l'Union centriste et un des Républicains. Ce rapport expliquait notamment qu'avec 44 millions de mots, les normes sont « toujours trop nombreuses ». Concrètement, « les principaux codes utilisés par une entreprise se sont fortement épaissis en nombre d'articles depuis 2002 : le code de l'environnement a cru de 653 %, le code du commerce de 364 % et le code de la consommation de 311 % ».

Autre chiffre intéressant : « Le coût macroéconomique de la réglementation pesant sur les entreprises [...] est estimé a minima par le gouvernement à 3 % du PIB, soit 60 milliards d'euros par an. »

Selon une consultation menée par le Sénat en avril 2023 auprès de 783 entreprises, les chefs d'entreprise estiment que 84 % des normes ne sont « pas faciles à comprendre », 90 % ne sont « pas adaptées à toutes les situations » et 82 % ne sont « pas accompagnées d'une information adéquate ». 81 % des dirigeants estiment que la complexité des normes a augmenté et 82 % que le coût de ces normes a, lui aussi, augmenté. Ainsi, 80 % des chefs d'entreprise pensent que l'administration doit mieux les accompagner et mieux les conseiller.

Quand l'inflation devient normative

Dans une tribune parue dans le journal Le Monde en août 2022, Christophe Échoe-Duval, conseiller d'État, dénonçait déjà cette inflation normative : « En France, [les normes en vigueur] sont regroupées dans des codes [...], ce qui pourrait paraître un progrès d'accessibilité, mais révèle aussi un embonpoint ahurissant : au total, 78 codes existent à ce jour. » Christophe Échoe-Duval citait ensuite Emmanuel Macron, le 3 juillet 2017 devant le Parlement réuni en Congrès : « Sachons [...] mettre un terme à la prolifération législative.

Maxence Yvernault



addition annuelle de
400 articles
au code de la santé publique

Retrouvez l'étude de Contribuables Associés sur :



Retrouvez le rapport d'information de la délégation sénatoriale aux entreprises sur :

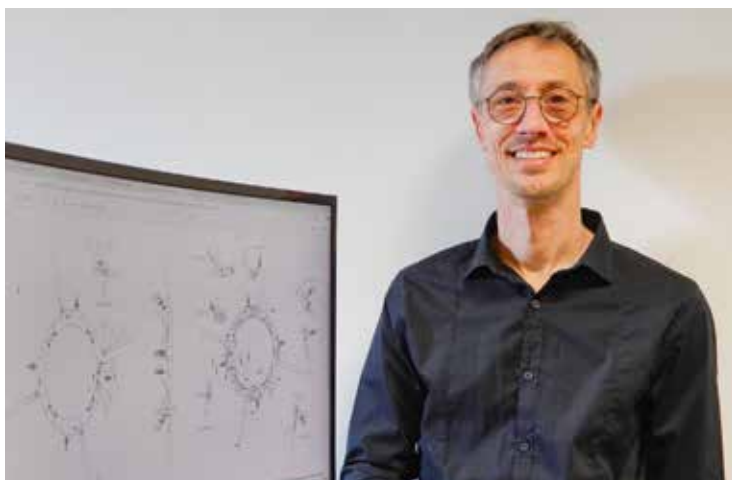


Retrouvez la tribune de Christophe Échoe-Duval sur :



Découvrez les deux nouvelles recrues de la pépinière d'entreprise

Tandis que certains-es bouclent leur période d'accompagnement de trois ans, d'autres viennent s'installer au sein de la pépinière d'entreprise. Découvrez les nouveaux entrepreneurs et leurs activités respectives.



Vincent Orsel - AT2i - Bureau d'études de conception industrielle

Motivations : Comment vous est venue l'idée de créer une entreprise ?

Après 20 ans d'expérience en bureaux d'études au sein d'entreprises industrielles du Loir-et-Cher en tant que dessinateur projeteur, puis en tant que chef de projets, j'ai voulu enfin être indépendant. Je me suis d'abord lancé en portage salarial comme une étape intermédiaire. J'ai pu alors construire mon réseau progressivement et créer ma société, AT2i, en août 2023.

Activité : En quoi consiste votre activité ?

Je fais de la conception mécanique : je dessine des équipements et des machines pour le secteur industriel. Mes domaines d'activité sont plus orientés vers les secteurs de l'agroalimentaire, le nucléaire, la cosmétique et la pharmaceutique. Parmi mes clients, on peut retrouver Saint-Michel, Danone, Alpro, Affinity, Idealex, Lavoisier.

Le Lab et vous : Pourquoi vous êtes-vous installé ici ?

Quand j'ai lancé mon activité indépendante, je travaillais essentiellement depuis mon domicile. Pour stimuler et entretenir ma créativité, j'ai voulu me rapprocher d'un lieu dynamique qui rassemble une multitude de personnes et de compétences. Ici, au Lab, il y a de l'émulation grâce à toutes ces rencontres. De plus, je suis accompagné pour le développement de mon entreprise, dans l'objectif de proposer des prestations clé en main, depuis le cahier des charges jusqu'à la réalisation.

Contact :

06 18 90 26 43
v.orsel.at2i@gmail.com



Marc-Antoine Molac Les Menus Services - Portage de repas à domicile

Motivations : Comment vous est venue l'idée de créer une entreprise ?

Depuis plus de 15 ans, j'ai une expérience dans le milieu du maintien à domicile. Formé initialement en tant qu'assistant social, nouvellement diplômé d'un Master en gestion des entreprises de services à la personne, je me suis senti légitime d'ouvrir une entreprise de portage de repas. Pourquoi Les Menus Services ? Cela a été une évidence de choisir cette franchise pour ses valeurs éthiques et leur charte qualité, à la suite des anciennes missions réalisées en partenariat.

Activité : En quoi consiste votre activité ?

Je propose un service de portage de repas à domicile, mais dans les faits, c'est un peu plus que ça. Au moment de la livraison, les clients sont contents de me voir. Le moment du repas est souvent devenu essentiel pour certains d'entre eux, c'est un moment d'échange. J'observe leur environnement, je les interroge pour faire le lien avec les familles parfois éloignées. En fonction des besoins détectés, je leur propose des prestations complémentaires comme une aide administrative et de la télé-assistance.

Le Lab et vous : Pourquoi vous êtes-vous installé ici ?

Je cherchais à me rapprocher du territoire ciblé dans le Loir-et-Cher. En intégrant le Lab, c'était une opportunité pour moi d'être entouré par d'autres entrepreneurs. Leur expérience peut m'aider dans le développement de mon activité professionnelle et dans ma posture de chef d'entreprise. Le Lab me permet aussi de bénéficier d'un accompagnement.

Contact :

02 54 87 28 03
blois@les-menus-services.com

Les inégalités salariales femmes-hommes persistent en région Centre-Val de Loire

Le 28 mars dernier, la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets) du Centre-Val de Loire présentait les derniers résultats de l'index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'index Égapro a été mis en place par l'État en 2019 pour les entreprises de plus de 250 salariés, et en 2020 pour les entreprises de plus de 50 salariés. Chaque année, celles-ci ont jusqu'au 1er mars pour calculer et publier leur résultat sur leur site Internet. Cet index, noté sur 100 points, mesure les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes. Il impose parfois des mesures correctives. Des contrôles sont menés chaque année par des agents de l'inspection du travail. En l'absence de correction, des pénalités financières sont possibles et peuvent aller jusqu'à 1 % de la masse salariale de l'entreprise.

1 200 entreprises privées sont assujetties à cet index en région Centre-Val de Loire. Au 1er mars 2024, 83 % des entreprises tenues de déclarer leurs index l'avaient effectivement fait (305 entreprises étaient donc en retard). Ce taux de déclaration a baissé de 7 points en un an, mais reste meilleur en région par rapport au niveau national.

Des discriminations persistantes

82 % des entreprises ont un écart de rémunération inférieur à 10 % entre les femmes et les hommes, en équivalent temps plein, catégorie de poste équivalente et âges comparables. Seulement 14 % des entreprises n'ont aucun écart de rémunération, c'est-à-dire la note maximale. 3 % ont un écart de rémunération supérieur à 10 %. Autre exemple : 26 % des entreprises concernées ont au moins 4 femmes dans les 10 plus hauts salaires (donc une note de 10 sur 10 pour cet indicateur). À l'inverse, 33 % des entreprises concernées ont 0 ou 1 femme dans les 10 meilleures rémunérations (donc une note de 0 sur 10).

Maxence Yvernault



Fabienne Miramond-Scardia (à gauche), référente régionale égalité professionnelle, et Nadia Rolshausen (à droite), responsable du pôle travail, à la Dreets Centre-Val de Loire.



**TOYOTA
STA 41**



TOYOTA

Partenaire Mobilité Officiel



PARIS 2024





**RÉSERVEZ
VOTRE ESSAI**

**NOUVEAU
TOYOTA C-HR**

Nouveau Toyota C-HR GR SPORT Première Hybride rechargeable 225 2WD. Gamme Nouveau Toyota C-HR Hybride Rechargeable : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO₂ combinées (g/km) selon norme WLTP : de 0,8 à 0,9 et de 19 à 20. Photographie retouchée.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

TOYOTA STA 41

11, rue des Guignièrès
41000 Blois
02 54 20 07 09
www.toyota-blois.fr

6, Av. Georges Pompidou
41200 Romorantin-Lanthenay
02 54 95 77 52







De la diversité au comice agricole

Le comice agricole se tiendra les 29 et 30 juin au parc de Beauvais, à Romorantin. L'objectif pour la Société départementale d'agriculture (SDA) : montrer la diversité des productions locales.

L'événement concernera le territoire de la communauté de communes du Romorantinais et du Monestois (CCRM), incluant le canton de Romorantin. Cent cinquante exposants et éleveurs sont attendus. «Un nombre au-delà des comices habituels en Sologne», indique Benoît Rousselet, coordinateur à la SDA.

Pour cela, des agriculteurs sollicitent leurs confrères, maraîchers, apiculteurs, éleveurs caprins, ovins, équins... De nombreuses races seront au rendez-vous, les animaux assurant le succès. Seules les volailles, en raison d'arrêtés sanitaires, n'y seraient pas. La chasse, les produits gastronomiques et même un pôle forestier sont annoncés. «C'est toujours une période où il y a du travail sur les exploitations, mais c'est à nous de faire l'effort. Le comice est une vitrine de notre savoir-faire», rappelle Nicolas Garnier, vice-président à la CCRM et éleveur.

Si la CCRM participe sur l'aspect agricole, Romorantin s'occupe de la partie festive et de la communication, notamment. Par exemple, le musée de Sologne a programmé jusqu'au 22 septembre une exposition dédiée aux comices locaux. La chambre d'agriculture va valider une visite pré-comice sur une ou plusieurs exploitations, axées sur «la démarche politique de la CCRM avec la transmission d'exploitation, l'aide au bail, la remise en état, la volonté environnementale...». Nicolas Garnier craint une action individuelle à l'encontre des politiques, notamment du fait de la possible venue du ministre. «Je tiens à ce que les familles aient envie de venir. On a des élus hors du monde agricole qui soutiennent l'agriculture», rappelle-t-il.

«À l'origine, la SDA, ce n'était que pour les comices», se souvient Alain Pardé, commissaire général de la SDA. Depuis, les fêtes, foires, concours et ateliers auprès des collégiens valorisent aussi les métiers du secteur.

Laëtitia Piquet



Rémy Villiers, chargé de mission agriculture à la CCRM, Alain Pardé, commissaire général à la SDA, et Benoît Rousselet, coordinateur à la SDA



CCRM et SDA fédèrent les agriculteurs autour du comice agricole

« Le comice est une vitrine de notre savoir-faire »



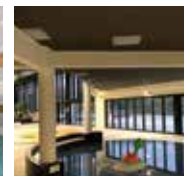
PLAFETECH

PLAFOND SUSPENDU • ISOLATION • CLOISON

Professionnel ou particulier bénéficiez
de notre qualification RGE pour obtenir des primes énergies

Réalisations :

- Entreprise d'agencement du bâtiment
- Plâtrier, plaquiste
- Isolation de combles, de murs & planchers



202 Route de Chambord
41350 VINEUIL
02 54 43 65 63

contact@plafetech.fr • www.plafetech.fr

Commissaire de justice, un métier de terrain

Contrairement aux idées reçues, le métier de commissaire de justice (anciennement huissier de justice) est un métier de terrain alliant conciliation, proximité et agilité. Les évolutions sociétales guident ce professionnel du droit, dont le champ d'activité est étendu aujourd'hui à la gestion locative.

Il est des métiers au sujet desquels les stéréotypes sont nombreux et peuvent être accentués au gré de reportages médiatiques sulfureux. Le commissaire de justice, né de la fusion en 2022 des métiers d'huissier de justice et de commissaire-priseur, est de ceux-là.

Nouveaux regards sur la profession

Maître Solène Etamé, commissaire de justice associée au sein de l'étude ATÉA à Tours, s'engage quotidiennement à changer le regard sur ce métier dont elle salue l'esprit d'indépendance, la grande agilité et le traitement de vastes sujets juridiques.

« Nous faisons un travail de conciliation et d'écoute. Nous apportons des conseils juridiques gratuits dans des domaines aussi divers que l'habitat, le droit de la propriété, le droit de la famille ou le droit du travail. Depuis le Covid, nous intervenons de plus en plus sur des ordonnances de protection pour des cas de violences conjugales.

Concernant les expulsions, elles représentent moins de 1 % de l'activité des commissaires de justice en France, et au sein de l'étude ATÉA elles sont de l'ordre de 1 à 2 % par mois. Les procédures d'expulsion durent entre 18 à 24 mois. On est loin des reportages sulfureux de la télévision où l'on voit l'huissier de justice, tel un cow-boy, débarquer sans prévenir. »

Le métier de commissaire de justice souffre encore par ailleurs d'une méconnaissance par les futurs professionnels du droit. « Nous avons un vrai problème de présentation du métier dans les facultés de droit ou dans les forums d'orientation, mais cela s'améliore. » Pour preuve, la participation de Me Etamé à la Nuit de l'orientation organisée par la CCI en novembre 2023 à Tours pour faire découvrir son métier.

Un métier de terrain

« Nous sommes les seuls et les derniers professionnels du droit libéral qui vont sur le terrain, en proximité, et qui couvrent tout le territoire, souligne Me Etamé. Nous travaillons au quotidien avec des juges et sommes à la fois des professionnels de terrain, des auxiliaires de justice et des chefs d'entreprise avec une mission de service public. Les journées se suivent mais ne se ressemblent pas. Récemment, j'ai réalisé un constat près du canal d'Orléans avant l'aménagement d'une vélo-route. »

Les commissaires de justice suivent les évolutions sociétales et les constats sur les réseaux sociaux sont en hausse. Comme le rappelle Me Etamé, « l'appel à un commissaire de justice permet de conserver une preuve et de protéger ses droits ».

La gestion locative, une activité annexe

« Dans nos missions du quotidien, nous réalisons de nombreux états des lieux (souvent conflictuels entre locataires et propriétaires), rédigeons des baux et traitons les loyers impayés. Aujourd'hui plus de 1 000 commissaires de justice font de la gestion locative. C'est une activité annexe que l'étude ATÉA a développé », précise Me Etamé. Une activité précieuse pour tranquilliser les propriétaires passés, pour certains, par de grandes difficultés avec leurs locataires.

Camille Colloch

www.ateajustice.fr



« On est loin des reportages sulfureux de la télévision où l'on voit l'huissier de justice, tel un cow-boy, débarquer sans prévenir »

Maître Solène Etamé, commissaire de justice à Tours

Une deuxième édition pour les Assises régionales de la cybersécurité

Le 20 mars dernier à Chartres, la région Centre-Val de Loire organisait la deuxième édition des Assises régionales de la cybersécurité. 350 personnes étaient présentes. Parmi elles, Manuel Barbosa, directeur général de l'entreprise Loirétaine Teamex, a raconté l'attaque dont sa société a été victime le 11 mai 2023.

Avec ses 1 800 salariés et un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros, Teamex risquait gros. « Une cyberattaque est la pire chose qui puisse arriver à une entreprise, affirme Manuel Barbosa. L'entreprise a été complètement à l'arrêt pendant trois semaines. Notre production n'est pas liée à l'informatique, c'était une chance pour nous. Mais, c'est hyper compliqué à vivre. Avant, je n'étais pas trop à l'affût des nouvelles technologies, mais aujourd'hui, je dirais aux chefs d'entreprise "soyez-le, car, sinon, ça va vous coûter cher". Nous avons revu notre système informatique et toutes nos procédures. On a subi cela une fois, on ne va pas le subir deux fois. ».

CyberRéponse et Cyber Tour

Au cours de ces Assises régionales de la cybersécurité, Sophie Brocas, préfète de la région Centre-Val de Loire, a rappelé que les cyberattaques concernent « beaucoup les TPE-PME, qui n'ont pas forcément une équipe informatique. L'État a mis un million d'euros sur la table. Les résultats sont assez probants : CyberRéponse répond en moins de deux minutes si une entreprise ou une collectivité est victime d'une attaque. En moins de deux heures, on la met en contact avec une entreprise agréée et on fait un diagnostic. En moins de deux jours, CyberRéponse accompagne

sur le dépôt de plainte, car il n'y a pas d'assurance s'il n'y a pas de plainte ».

La préfète a profité de ces assises pour annoncer le lancement d'un Cyber Tour en région Centre-Val de Loire qui se traduira par des rencontres avec les collectivités et les entreprises pour les sensibiliser à ces menaces. Le dispositif se rendra dans les six départements de la région.

Maxence Yvernault



Urgence : 08 05 69 15 05
Informations : 02 19 23 04 66

CENTRE-VAL DE LOIRE
SAISON CULTURELLE
& TOURISTIQUE

NOUVELLES
RENAISSANCE(S)!
EN CENTRE-VAL DE LOIRE

2024 / EFFERVESCENCES

Toute la programmation sur :

nouvelles-renaissances.com



Les jeunes restent-ils en région Centre Val de Loire après leurs études ?

27 % : c'est la part de jeunes qui étaient en région Centre-Val de Loire à 17 ou 18 ans et qui sont dans une autre région autour de l'âge de 25 ans. Rencontre avec Flavio Rasteiro, qui a fait ses études en région Centre-Val de Loire et qui a décidé d'y rester après ses études.

Selon une étude de l'INSEE publiée en 2022, « le quart (27 %) des jeunes présents dans la région à 17 ou 18 ans habitent dans une région différente autour de leurs 25 ans. [...] Les diplômés sont plus mobiles que les non-diplômés. [...] L'absence de très grand pôle urbain dans la région peut également conduire les jeunes diplômés du supérieur à s'installer dans une autre région au début de leur carrière pour exercer des emplois en rapport avec leurs qualifications ». Autre différence : « Les femmes du Centre-Val de Loire sont plus enclines à changer de région. [...] Ainsi, entre 22 et 29 ans, près d'une femme sur trois qui vivait en Centre-Val de Loire à 17 ou 18 ans habite dans une autre région quelques années plus tard, contre un homme sur quatre. » Dernière différence : « Les jeunes habitant en zone urbaine changent plus souvent de région que ceux vivant dans l'espace rural. [...] Ainsi, les jeunes adultes issus du rural sont plus souvent restés ou revenus dans la région quelques années après leurs 18 ans que ceux de l'urbain (7 points d'écart). »

À la fin des études, « entre 22 et 29 ans, les départs et les arrivées en Centre-Val de Loire en 2018 s'équilibrent : le taux d'entrée est de 6,5 %, alors que celui de sortie est de 6,6 %. La région connaît de forts mouvements migratoires à ces âges ». Et malgré ces départs, « ceux qui partent s'installer dans une autre région [que la région Centre-Val de Loire] atteignent des niveaux de diplômes plus élevés, mais ne sont pas plus souvent en emploi ».

« On ne pouvait pas ne pas lui proposer un poste »

Rester en région Centre-Val de Loire après ses études, c'est le choix qu'a fait Flavio Rasteiro. Avant d'y être embauché, Flavio était déjà en alternance au sein de l'entreprise Dubuis, à Villebarou (41). Il a obtenu un bac pro et un BTS au sein du pôle formation de l'UIMM Centre-Val de Loire. Il a ensuite obtenu un diplôme d'ingénieur à Polytech Orléans. Laurent Hernandez, aujourd'hui responsable du développement industriel chez Dubuis, a été le tuteur de Flavio pendant cinq ans (bac pro et BTS).

En septembre 2022, son diplôme d'ingénieur en poche, Flavio a été embauché pour un CDD de dix mois, puis en CDI en juillet 2023. « Mon parcours est rempli d'opportunités que j'ai su saisir, explique-t-il. La chance s'est présentée au bon endroit et au bon moment. Je suis toujours heureux ici. J'ai développé mes compétences. J'ai aussi toute ma famille et tous mes amis dans la région. Je m'y plais bien. » Le poste créé pour Flavio est celui de leader technique usinage. Flavio seconde désormais son ancien tuteur : « À 25 ans, Flavio est jeune, donc il passe avec tout le monde, explique Laurent Hernandez. Il y a tous les âges dans l'entreprise. Flavio aime aider les autres. On connaissait son savoir-faire et son savoir-être. On ne pouvait pas ne pas lui proposer un poste. La partie évolution interne est très importante chez nous : chaque poste est proposé d'abord au personnel. » Une des particularités de l'entreprise Dubuis est qu'elle demande des profils très techniques, et le secteur industriel fait face à une pénurie de main d'œuvre. Pour y remédier, sur 75 salariés chez Dubuis, entre 8 et 10 % sont des apprentis. Trois apprentis ont été embauchés sur les trois dernières années.

Maxence Yvernault



«
Mon parcours
est rempli
d'opportunités
que j'ai su
saisir
»

Flavio Rasteiro (à gauche)
et Laurent Hernandez

Après le lycée professionnel

Pour faciliter l'après lycée, la cellule locale école-entreprise de la région Centre-Val de Loire organisait le forum Cap'Avenir au lycée professionnel Denis-Papin, à Romorantin-Lanthenay.

Quand la fin de l'année scolaire approche, c'est un nouvel horizon qui se profile pour les nouveaux bacheliers, avec tous les questionnements que suscitent l'entrée dans la vie adulte et leur arrivée sur le marché de l'emploi ou leur poursuite d'études.

Pour préparer cette étape, les lycées professionnels de Romorantin et de Saint-Aignan ont proposé à leurs élèves de rencontrer des professionnels de l'accompagnement socioprofessionnel. Un forum organisé au sein de l'établissement romorantinais, où un car a conduit les lycéens saint-aignanais pour faciliter la participation des intéressés.

Les jeunes ont pu rencontrer la mission locale, le bureau d'information jeunesse, le service jeunesse de Romorantin, le centre d'information et d'orientation, la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers et de l'artisanat, ainsi que France Travail et l'association Tremplin. En petits groupes, ils ont pu recevoir des informations sur les formations post-bac, le monde professionnel (droits, logement, savoir-être...), les besoins et les aides pour commencer une vie d'adulte, et même des réponses spécifiques aux futurs candidats en situation de handicap.

Si certains intervenants ont présenté leurs services sous forme de mini-conférence et de réponses aux questions, d'autres ont intégré la dimension ludique dans leur présentation, comme la mission locale avec un jeu de l'oie.

Pour le proviseur Gaël Verrier et son adjoint Karim Abd-El-Aziz, ce forum complète les informations que peuvent donner à ces jeunes l'équipe pédagogique, en apportant «des renseignements pratiques qu'on ne donne pas forcément en cours».

Laëtitia Piquet



Titre Professionnel | BTS | Licence | Bachelor | Bac +5 | Mastère

FORMATIONS EN ALTERNANCE

WWW.CAMPUS-CENTRE.FR

COMMERCE / MANAGEMENT

- Employé Polyvalent du Commerce et de la Distribution (CAP)
- Conseiller Commercial (Bac)
- Gestionnaire d'Unité Commerciale (Bac +2)
- Bachelor Marketing de la Distribution
- Bachelor Marketing et Commercial
- Chargé de Clientèle en Banque et Assurance
- Mastère Ingénieur d'Affaires

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

- Licence Gestion parcours Ressources Humaines

TOURISME

- Bachelor Responsable d'Établissement Touristique

ETIC - ÉCOLE DE DESIGN

- Bachelor Design Graphique (Bac +3)
- Master Design et Stratégie de l'Innovation

INFORMATIQUE

- BTS Services Informatiques aux Organisations
 - option SLAM (Solutions Logicielles et Applications Métiers)
 - option SISR (Solutions d'Infrastructures, Systèmes et Réseaux)
- DWWM Développeur Web et Web Mobile (Bac +2) au sein de LaF@briqueNumérique41

COMMUNICATION

- BTS Communication
- Bachelor Marketing et Communication

CCI Campus Centre - 02 54 57 25 25
 06, rue Anne de Bretagne - 41000 BLOIS
 candidature.formation@loir-et-cher.cci.fr

Sarah Cadoux, productrice de fraises

C'est sur les terres sablonneuses du petit village de Saint-Claude-de-Diray, près de Chambord, qu'Olivier et Sarah Cadoux ont posé leurs valises en 1987. Avant tout producteurs de fraises en Sologne, ils ont élargi leur production aux vignes, à l'igname (tubercule emblématique du Val de Loire), avec un peu de cultures de céréales. Si Sarah travaillait auparavant dans la conception de prêt-à-porter, lorsque l'atelier a fermé ses portes en 2013 elle a décidé de se reconvertir pour aider l'exploitation familiale. Aujourd'hui, c'est elle qui gère tout l'aspect administratif, comptable, commercial et les ressources humaines de l'entreprise.

Business Model

♦ Quels sont votre meilleur échec et votre pire réussite dans votre vie professionnelle ?

Ma pire réussite, c'est d'être entrée dans l'entreprise sans savoir manager. Ce n'est pas si facile, surtout dans un monde d'hommes, cela m'a demandé des efforts de savoir me faire respecter, mais au final je trouve que je m'en sors plutôt bien. Mon meilleur échec, c'est d'avoir renoncé à ce que je voulais vraiment faire. Je souhaitais être coiffeuse, mais ma mère en a décidé autrement, elle m'a forcée à devenir couturière, mais finalement j'y ai pris goût.

♦ Si votre entreprise était un film ou une série, ce serait...

Oh, certainement une série d'aventures, car il arrive toujours quelque chose ! Mais on apprend au fur et à mesure du temps à trouver des solutions, comme MacGyver !



♦ Votre conseil à quelqu'un qui veut se lancer ?

Il faut être motivé, sinon ce n'est pas la peine, et, surtout, il faut l'amour du travail ! Si tu fais quelque chose à contrecœur et que tu mets longtemps à avaler la pilule, ça marchera moins bien. Et bien sûr, il faut prévoir un peu d'argent.

Parlons de vous...

♦ Quelle est votre routine antistress ?

Je pratique des loisirs créatifs et du théâtre dans des associations. Il y a quelques années, ce sont mes garçons qui m'ont poussée à faire une activité. Comme j'aime bien animer les soirées, ils m'ont dit : « On te verrait bien faire du théâtre ». Aujourd'hui, ça me libère l'esprit et ça m'aide à entretenir ma mémoire.

♦ Vous êtes particulièrement douée pour... et pas douée pour...

Je suis plutôt une bonne cuisinière, les gens sont contents quand ils viennent manger à la maison et me reconnaissent pour ça. Je pense aussi être quelqu'un de très sociale et j'essaie d'être à l'écoute. Je fais beaucoup de social avec mes salariés, surtout les saisonniers. En revanche, je ne suis pas douée en bricolage, je suis même obligée d'appeler quelqu'un pour accrocher un tableau au mur [rires].

♦ La dernière fois que vous avez ri aux larmes, c'était pour ?

Mais je suis sans arrêt en train de rire aux larmes ! La dernière fois, c'était avec ma meilleure amie. On préparait un anniversaire et elle me disait qu'elle n'était pas douée pour manœuvrer le chariot avec une pile de chaises. Ça n'a pas loupé, elle a fait tomber une pile de dix, puis une seconde en l'accrochant au passage. On a bien rigolé !

Émilie Marmion

La pâtisserie Bigot, une institution de femmes qui dure depuis plus de 100 ans

On estime à 30 % les entreprises familiales qui franchissent la deuxième génération et à seulement 10 % celles qui survivent à la troisième. Nous nous sommes intéressés à ces success stories et à leurs clés de réussite. Cette fois-ci, direction Amboise, à la rencontre de Christiane et Paola, qui représentent respectivement la troisième et la quatrième génération de la Maison Bigot. C'est installées à la table familiale du salon de thé, sous le regard bienveillant de leurs ancêtres trônant sur le rebord de la cheminée, que les deux femmes reviennent sur leur saga familiale.

Si c'est René Bigot, l'arrière-grand-père, qui a fondé la boulangerie Bigot en 1913, c'est bien son épouse Julia qui a dû rapidement tenir la boutique lorsqu'il partit à la guerre. « Elle portait les sacs de farine sur son dos parce que le boulanger était trop vieux, raconte Christiane. C'était une fille très dynamique, elle a racheté le bureau de tabac à côté pour faire un salon de thé. » De leurs trois enfants, ce fut Renée, la seule fille de la famille, qui reprit le commerce dans les années soixante. Divorcée, elle tint seule la boutique sous le regard de Christiane qui n'en perdait pas une miette.

En 1973, mère et filles travaillent ensemble et décident d'opérer de gros travaux : elles font casser l'ancien fournil, revoient l'agencement global du rez-de-chaussée et équiper l'étage d'un laboratoire. « Je disais : la place des filles est en bas, et celle des gars en haut. Maintenant, les choses ont changé, il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis », sourit Christiane, sous le regard amusé de sa fille Paola. C'est cette dernière qui a repris le flambeau en 2018, après avoir travaillé dans le commerce international. « Je savais que je reprendrais un jour. C'était sous-jacent », déclare-t-elle.

« Je savais que je reprendrais un jour, c'était sous-jacent »



©Charlotte Lapeyronie

L'art d'entretenir des relations humaines

Pour Paola, comme pour sa mère Christiane et autrefois sa grand-mère Renée, tout s'est fait assez naturellement. Pour elles qui ont été élevées dans le commerce, c'est un art de vivre, et quand bien même elles ne portent pas le nom Bigot dans leur état civil, c'est ainsi que les clients les appellent, ainsi que les employés de la boutique. « Comme je dis souvent "mes filles", les clients pensent qu'on est toutes de la même famille », s'amuse Christiane. « Certains employés me connaissent depuis que je suis toute petite, il y a de l'affection entre nous », complète Paola.

Un état d'esprit familial qui se ressent en entrant dans la boutique et qui crée l'attachement des clients à la maison. Lesquels n'hésitent pas à recommander les pâtisseries, chocolats et confiseries réputés pour leur qualité dans le monde entier. D'ailleurs, il suffit de parcourir les pages des livres d'or pour mesurer la notoriété internationale de l'établissement. Une histoire familiale donc, mais écrite avec les clients et ses salariés. Le respect des êtres humains et du travail bien fait autour de produits gourmands, c'est sans doute cela le secret du succès de la maison Bigot.

Émilie Marmion

Un management positif pour concilier humain et performance

Le Management Positif® est une méthode de formation au management créée en 2006 par Bruno Bortolotti. Elle vise à concilier l'humain et la performance dans l'entreprise. Le formateur possède notamment un bureau à Monts (37). Rencontre.

Bruno Bortolotti, fondateur du Management Positif®, intervient dans les entreprises de toutes tailles et dans tous domaines d'activités. Les managers sont formés collectivement et coachés individuellement. La formation dure entre six mois et un an. Et la méthode semble porter ses fruits : plus de 3 000 cadres, managers et dirigeants de toute la France ont été formés depuis 2006. La formation permet d'augmenter de « 30 à 50 % le taux de mobilisation positif des collaborateurs », selon Bruno Bortolotti.

Mais concrètement, qu'est-ce que le Management Positif® ? Il s'agit de « former le manager à adopter des pratiques managériales qui mobilisent davantage les collaborateurs, explique Bruno Bortolotti. C'est compliqué et long de changer les réflexes et les habitudes. Ce projet intègre toute l'entreprise. Le management positif entraîne moins de conflits, moins de turnover, une efficacité meilleure, plus d'humain. Cette méthode permet de mieux répondre aux attentes des collaborateurs, qui travaillent mieux. Il y a moins d'absences, moins d'arrêts de travail. Le client de l'entreprise est aussi à l'intérieur et c'est le salarié. »

Les générations changent, le management aussi

Depuis la création du concept en 2006, les générations ne sont plus les mêmes. La génération Y née entre le début des années 1980 et la fin des années 1990 est aujourd'hui majoritaire parmi les actifs. « La génération Y a besoin et est sensible à un management positif, poursuit le coach.



Bruno Bortolotti, fondateur du Management Positif®

« Le client de l'entreprise est aussi à l'intérieur et c'est le salarié »

Bruno Bortolotti

Cette génération Y est moins attachée à l'entreprise, moins fidèle et change plus facilement d'entreprise. Il y a moins ce sentiment d'appartenance. Avant, on était plus sur un management collectif. Désormais, on est plus sur de l'individuel, du personnalisé, du one to one, sur un management-coaching. On n'est plus dans un management de masse. »

Pour en savoir plus :

Le Management Positif®, Bruno Bortolotti, 2016, B2 Éditions, 238 pages, 24,90 € TTC
Libérez le positif qui est en vous, Bruno Bortolotti, 2024, Éditions Publishroom Factory, 230 pages, 16,90 € TTC
www.managementpositif.com



Maxence Yvernault



Formation au Management Positif®

Témoignage d'une association formée au Management Positif®

« FREDON Centre-Val de Loire compte vingt salariés permanents, explique Sophie Piéron, sa directrice. Parmi eux, les responsables de pôles sont avant tout des techniciens et des ingénieurs. Ils ont des profils plutôt techniques. Ils gèrent des équipes et pilotent des projets transversaux, mais ils ne sont pas formés au management. Avec Bruno, nous avons pas mal travaillé sur la communication, sur apprendre à bien se connaître, à communiquer ensemble, sur les préférences de communication de chacun. Ce management est plus actuel et adapté aux générations Y, Z... C'est un management plus moderne. D'autant plus que notre équipe est assez mixte, avec tous les âges. »

Cinq procédures pour faire face aux difficultés de son entreprise

Le 19 mars dernier, la Ville d'Olivet et le Groupement des entreprises d'Olivet (GEO) organisaient une conférence d'information sur le thème : « Être acteur de la gestion des risques de son entreprise ». Serge Preville, administrateur judiciaire, a présenté cinq dispositifs accessibles aux chefs d'entreprise en cas de turbulences.

« Les dirigeants n'ont pas forcément connaissance des outils de prévention disponibles en cas de difficultés ou événements exceptionnels dans leur entreprise », explique d'abord Lucie Lamarre, avocate, conseillère municipale à Olivet et membre du GEO. « On aime bien venir à la rencontre des dirigeants, ajoute Serge Preville, administrateur judiciaire. Que son entreprise soit petite, moyenne ou grosse, le dirigeant a presque nécessairement des difficultés à gérer, mais il n'est jamais formé à ça. En France, les procédures sont très pro-débiteurs, plutôt que pro-créanciers comme en Allemagne. En France, on accorde plus d'importance à l'entreprise et à l'emploi ». L'administrateur présente ici cinq procédures possibles en cas de turbulences dans son entreprise.

Le mandat ad hoc et la conciliation sont deux procédures préventives, non coercitives pour les créanciers et synonymes de confidentialité absolue. Le mandat ad hoc se fait à l'initiative du dirigeant : il est le seul qui peut demander ce mandat, il choisit le mandataire judiciaire et il détermine lui-même la mission de ce mandataire. Il n'y a aucune forme de dessaisissement possible du dirigeant. « Il n'y a pas de risque à prendre ce genre de décision, poursuit Serge Preville. On y met fin quand on veut. 50 à 70 % des mandats ad hoc aboutissent positivement. Souvent,

la mission du mandataire judiciaire est de discuter le paquet de dettes, bancaires et publiques. Les banques et l'État ont des interlocuteurs spécialisés qui ont connaissance de cette boîte à outils. Souvent, le gel des remboursements est rapidement obtenu, car toutes les banques discutent en même temps. En cas de dénonciation de découvert, il faut penser rapidement au mandat ad hoc ou à une conciliation, car ils suspendent le découvert. »

La sauvegarde, le redressement et la liquidation judiciaire sont des procédures publiques. La sauvegarde ressemble au redressement judiciaire, mais l'entreprise bénéficie plus tôt des effets du redressement. Procédure volontaire, la sauvegarde est plus efficace et permet d'obtenir de meilleurs résultats. À l'inverse, une part infime des redressements judiciaires aboutissent positivement. Face à ce dispositif imposé, en cas de cessation de paiement, le chef d'entreprise dispose de 45 jours pour placer son entreprise en redressement ou en liquidation judiciaire. Cette dernière signifie l'arrêt de l'activité de l'entreprise.

À noter que les actionnaires d'une entreprise ne peuvent demander aucune de ces cinq procédures, ils peuvent uniquement révoquer le dirigeant. Pour savoir quelle est la meilleure procédure selon la situation de son entreprise, « l'idéal est d'en parler à son avocat ou à son expert-comptable, conseille Serge Preville. En général, l'avocat ou l'expert-comptable conseille son client et commence à tirer la sonnette d'alarme. La manière dont vous gérez pendant plusieurs années, vous la payez quand vous avez des difficultés. Il faut traiter les difficultés le plus tôt possible. Plus on réagit tôt, plus on a le droit à des dispositifs confidentiels. »

Maxence Yvernault



Serge Preville, administrateur judiciaire, et Lucie Lamarre, avocate, conseillère municipale à Olivet et membre du GEO.

« Il faut traiter les difficultés le plus tôt possible »

Serge Preville

La région Centre-Val de Loire est-elle « moche » ?

La formule « France moche » est apparue le 12 février 2010, dans une enquête du magazine Télérama sur les effets de l'étalement urbain. Elle est aujourd'hui très présente dans le discours médiatique. Cette expression un brin provocatrice s'applique-t-elle à la région Centre-Val de Loire ?

Plusieurs villes en région Centre-Val de Loire, comme Tours et Orléans, ont déjà été épinglées par le compte X, anciennement Twitter, @lafrancemoche. La ville de Saint-Jean-de-la-Ruelle (45) a reçu en 2020 le prix de la (triste) banalité décernée par l'association Paysages de France. Avec ce prix, ce sont surtout la pollution visuelle et les nombreux panneaux publicitaires aux entrées de la ville qui avaient été critiqués.

Solidité, utilité et beauté

Grégoire Bruzulier, directeur du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Loir-et-Cher (CAUE 41), distingue le Beau du goût. Contrairement au goût, le Beau et le moche semblent universels : quand on parle de France moche, « tout le monde trouve ces espaces moches. Le Beau est synonyme d'homogénéité, d'harmonie. La symétrie est belle. Ce qui est moche ne rentre pas dans les codes, est mal proportionné, mal conçu. »

Le directeur explique que, selon le Traité de Vitruve, du nom d'un architecte de la Rome antique, une structure doit présenter trois qualités : la solidité, l'utilité et la beauté. Certains semblent donc avoir oublié cette dernière. « Il y a un sentiment généralisé de perte de qualité dans les formes d'architecture et d'urbanisme. On n'a pas pensé la ville, on l'a produite. On n'a pas fait du moche par volonté, on a laissé une France moche se faire. Il faut introduire une notion de qualité. Une ville belle est une ville attractive. À l'avenir, on ne peut pas faire autrement que mieux penser la ville. »

La France moche renvoie notamment aux zones commerciales et zones d'activités peu esthétiques, qui réunissent ce que certains appellent des « hangars décorés ». Dans ces zones, « on consomme [de l'espace] petit à petit, sans vision d'ensemble. On choisit la solution de facilité. On a besoin de place, on va la chercher. »



Grégoire Bruzulier, directeur du CAUE 41



Frédéric Skarbek, président de l'Ordre des architectes Centre-Val de Loire

Recréer une mixité

Selon Frédéric Skarbek, président de l'Ordre des architectes Centre-Val de Loire, « à chaque fois qu'on arrive dans une ville, on a toujours la même vision. Ces zones ont été construites sur d'anciennes terres agricoles. Cela prendra des années pour recultiver. Dès qu'il y a une sortie d'autoroute, on peut être sûr qu'il n'y aura plus de terres agricoles. La région Centre-Val de Loire risque d'être encore plus touchée à cause de sa proximité avec Paris. »

Pour le président, l'objectif principal est de recréer une mixité entre commerces, bureaux, logements et transports : « Il est difficile de circuler à pied dans ces zones. Les gens vont faire leurs courses en voiture. La France moche vide les centres-villes, et beaucoup de boutiques ferment. Mais, si ça existe, c'est qu'il y a eu une demande à un moment donné. Il faut aussi redévelopper la mobilité dans toutes ces zones commerciales. En semaine, ces zones sont mortes car les gens y vont le week-end ». Selon lui, l'une des solutions serait de réhabiliter les bâtiments vides plutôt que de les démolir ou reconstruire à côté.

En septembre dernier, le gouvernement a présenté un plan visant à transformer, moderniser et embellir ces zones commerciales. Un appel à projets de 24 millions d'euros a été lancé. Problème : la majorité des terrains sont privés. La capacité de levier de l'État et des communes semble donc limitée.

Maxence Yvernault

« On n'a pas pensé la ville, on l'a produite »

Grégoire Bruzulier

Les industriels de l'agroalimentaire mobilisés autour de l'usage de l'eau

La Chambre de commerce et d'industrie du Loir-et-Cher a reçu une quarantaine d'acteurs économiques le 28 mars dernier, au sein de son pôle agroalimentaire Food Val de Loire du Controis-en-Sologne, pour évoquer la gestion de l'eau. Industriels et spécialistes du domaine ont pu témoigner des solutions à mettre en œuvre pour préserver cette ressource.

En introduction, Marie Servière, hydrogéologue au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), est venue présenter la mécanique du cycle de l'eau : « Il faut savoir que la goutte d'eau qui s'écoule aujourd'hui ne sera pas bue avant des années », a-t-elle affirmé. On retiendra qu'en fonction de la nature des nappes phréatiques, plus ou moins libres ou captives, leurs cycles de remplissage et de déversement fluctuent, ce qui rend irrégulière la capacité disponible à l'instant T. Le BRGM suit toutefois l'état des nappes en temps réel grâce à l'outil MétéEAU, qui permet d'anticiper les pénuries et de prendre des



De gauche à droite, Michaël Navarro et Sophie Le Gac de Setec Hydratec, Ludovic Lanouguère, chef de projet Life Zeus chez Monin

mesures préventives de restriction. Pour éviter d'en arriver là, d'autres moyens sont possibles, comme la réduction, le réemploi et le recyclage, expliqués par le bureau d'études SETEC HYDRATEC. Les industries Monin et Saint-Michel, témoins de la table ronde, ont illustré ces propos. Ainsi, lorsque, en 2014, le dirigeant de Monin décide de construire sa nouvelle unité de fabrication en périphérie de Bourges, il fait réaliser plusieurs études pour fonctionner en zéro rejet et réduire ainsi de 60 % la consommation d'eau prélevée. De son côté, le biscuitier Saint-Michel a expliqué comment il étudie, site par site, les possibilités de diminuer la consommation, réemployer ou recycler l'eau, parfois en impliquant ses équipementiers pour que la conception des machines intègre ce paramètre. Une manière de réfléchir et d'aborder la raréfaction de l'eau sous un angle positif, puisque, comme l'a rappelé Sylvain Chamillard, du pôle de compétitivité DREAM, « les restrictions impliquent des innovations, qui peuvent se transformer en "eau-pportunités" ».

Émilie Marmion



Groupama
PARIS VAL DE LOIRE

vous présente

L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ DU DIRIGEANT



pour protéger vos biens personnels



pour protéger les intérêts de votre conjoint et de vos ayants-droit



pour sécuriser l'économie de votre entreprise



pour prendre en charge les frais de défense



pour bénéficier d'un soutien psychologique

Contactez-nous pour réaliser votre bilan assurantiel.

Nos experts situés à Blois sont disponibles du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h.

100% avec les pros

GroupamaPRO

0969 365 500*

groupamapro@groupama-pvl.fr | *hors d'un appel local

Pour les conditions et les limites des garanties et des services présentés, se reporter au contrat ou voir auprès d'un conseiller GroupamaPRO.

GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Paris Val de Loire - Siège social : 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 Antony cedex - 382 285 260 RCS Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution située 4 place de Budapest - 75009 Paris. www.groupama.fr - Document et visuel non contractuels. Crédit photo : Shutterstock - Création : communication commerciale et digitale Groupama Paris Val de Loire - 04/2024.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, UNE RÉVOLUTION ANNONCÉE

C'est quoi l'intelligence artificielle, alias l'IA ? À quoi va nous servir cette intelligence d'un nouveau genre ? Que vont en faire les entreprises ?

Ces questions, nous les avons posées à des professionnels, des spécialistes qui se sont emparés de cette nouvelle technologie pour la développer, l'adapter à leur secteur industriel ou, plus timidement, pour la tester, histoire de ne pas passer à côté d'une révolution. Si l'on ne sait pas encore complètement ce que cet outil nous apportera, on sait à coup sûr qu'il aura l'effet d'un tsunami dans la prochaine décennie. De même que l'informatique, puis Internet, se sont invités et imposés dans nos vies il y a quarante ans, l'IA sera une évidence dans moins de dix ans. Séparant ceux qui l'auront apprivoisée... des autres.

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

Frédéric Ros est formel, « l'intelligence artificielle est partout et le sera de plus en plus ». Selon le directeur du Lab'IA Loire Valley (centre de ressources dédié à l'intelligence artificielle), cette intelligence tient à deux découvertes. Tout d'abord celle des « transformeurs », puis celle aboutissant au développement des Generative Adversarial Network (GAN). On parle là de progrès considérables, au point que ChatGPT n'est qu'une conséquence des progrès réalisés ; on n'a encore rien vu ! Les origines de l'intelligence artificielle remontent aux années 1950, avec les premières bases algorithmiques. Dans les années 1980, on se souvient de Mycin, un système de diagnostic médical qui utilisait l'intelligence artificielle pour identifier les bactéries qui causent des infections graves et pour recommander non seulement les antibiotiques, mais aussi la posologie adaptée au patient. Puis, à l'aube des années 2000 est arrivée la « massivité » des données sur la Toile et l'aire du big data.

La révolution moderne date de 2012, lorsque l'on est parvenu à traiter des problèmes de classification d'images avec le système d'e-learning classique. Est ensuite venue le machine learning, rendu possible par la nouvelle puissance des ordinateurs et une action croisée de l'automatisme et de l'humain. Puis ce fut le tour du deep learning, où tout est automatisé grâce à une puissance de calcul encore démultipliée. Pour comprendre l'évolution dont on parle, Frédéric Ros rappelle quelques chiffres : « Chacun d'entre nous est à l'origine des big data en échangeant des milliards de SMS et de tweets. En effectuant des milliards de recherches sur Internet, c'est l'IoT (Internet des objets, ndlr) qui explose. À cela s'ajoute la baisse drastique du coût de stockage des données. Pour 1 GO, on est passé de 300 000 \$ à 9,1 \$ en vingt ans ! Ajoutons la puissance de calcul ; un ordinateur sait faire en une seconde aujourd'hui ce qui aurait demandé 24 000 ans à un ordinateur il y a 50 ans ! »



Frédéric Ros, chercheur en IA et directeur du Lab'IA d'Orléans.

Frédéric Ros est directeur de la Technopole d'Orléans depuis 2009 et a fondé le Lab'IA Loire Valley en 2021. Chercheur associé au laboratoire PRISM, il est aussi éditeur associé de la revue Expert Systems with Applications. Une revue internationale à comité de lecture, dont l'accent est mis sur l'échange d'informations relatives aux systèmes experts et intelligents, appliqués dans l'industrie, les gouvernements et les universités du monde entier.



Frédéric Ros a publié « Feature and dimensionality reduction for clustering with deep learning »



Qui mène la recherche ?

Toutes ces intelligences sont désormais utilisables dans l'industrie comme dans les services. Sur une ligne de production, par exemple, la machine sait reconnaître une faute grâce à des capteurs intelligents doublés de systèmes de détection, eux-mêmes couplés à des algorithmes.

Un robot sait désormais se déplacer dans un lieu qui lui est parfaitement inconnu, parce qu'il a reçu un apprentissage. C'est ce que l'on appelle le machine learning. Le deep learning, lui, est un apprentissage profond qui donne à un ordinateur la capacité de reconnaître des images, des textes, des vidéos ou des sons, à force de les lui montrer à de très nombreuses reprises. Ces formidables progrès, on les doit notamment à Yann Le Cun, un chercheur français qui a travaillé dans les années 1990 dans les universités de Paris VI et de Toronto. Sans doute la puissance de son cerveau est-elle à l'image de ses recherches, puisqu'il s'est intéressé à la conception des algorithmes de compression du format d'archive ! Il fut à l'origine du Center for Data Sciences à l'université de New York, avant de rejoindre Mark Zuckerberg pour créer et diriger le laboratoire d'intelligence artificielle de Facebook.

À qui profite la recherche ?

Le secteur tertiaire est sans doute le premier utilisateur de l'IA, par exemple pour une campagne marketing où il faut créer des logos, retoucher des photos, y compris en 3D. Les agences de communication sont, pour certaines, hésitantes (lire plus loin), mais elles gardent un œil sur la question, au cas où...

Il y a fort à parier que dans peu de temps un hologramme vous accueillera à l'entrée de ce supermarché ou de cette entreprise. Et ce, grâce aux dernières versions des chatbots, des programmes informatiques qui simulent et traitent une conversation humaine. Grâce à eux, l'humain peut interagir avec des terminaux, comme s'il communiquait avec une personne réelle. Frédéric Ros enfonce le clou : « Mieux encore, dit-il, depuis peu, l'Open AI sait aussi cloner une voix humaine. » Adieu les voix synthétiques et cavernes. Mais c'est aussi la porte ouverte à de nouvelles fake news, dont on apprend déjà à se méfier.

« Plus sérieusement, poursuit Frédéric Ros, toutes les entreprises qui ont les moyens – assureurs, banquiers, groupes hôteliers, SNCF, EDF, institutions, collectivités et tant d'autres – ont des ingénieurs qui travaillent sur la data ». Toutes ont compris ce qu'elles peuvent en tirer.

Les GAFAM, justement, sont rapidement entrées en scène sur ce sujet, sensible s'il en est puisqu'il risque de révolutionner l'avenir. Google, Amazon, Facebook, Microsoft et les autres sont les seuls à avoir la puissance financière de développer de telles technologies.

Tous les autres laboratoires américains, français, canadiens ou chinois, travaillent en Open AI. C'est-à-dire en partageant le fruit de leurs recherches dans l'espoir, non pas de s'enrichir, mais de faire progresser la science. Frédéric Ros lui-même, au Lab'IA, utilise les versions libres comme base de travail : GitHub, mais aussi Huggingface, la plate-forme sur laquelle la communauté du machine learning collabore sur des modèles, des ensembles de données et des applications. LangChain se targue même d'être la plus grande communauté qui construit l'avenir des applications LLM, les Grandes Longueurs Modèles, autrement dit des modèles de langage possédant un très grand nombre de paramètres.

Le banquier, par exemple, a un historique de tous les profils passés et des prêts accordés. L'IA bien entraînée sait faire les comparaisons et, ainsi, mieux évaluer les risques encourus. Prêt accordé ou non, c'est l'IA qui décide. Il en va de même avec les notes que nous donnons sur les réseaux comme Booking. Bonne ou mauvaise, commentaire appuyé, ce sont autant de mails ou de messages qui sont analysés. Le modèle « analyse des sentiments » permet de donner de façon automatique des cotations positives ou négatives. Tout cela se fait à l'aide de milliards de données mises en réseau par les utilisateurs. L'open data nous trahit !

On peut « scraper » des sites Internet complets, des vidéos YouTube et en faire des résumés pour en sortir une information complète et documentée.

Pour une étude de marché, fût une époque, pas si lointaine, où l'on aurait payé un ingénieur pour collecter et comparer des données de marché. C'est désormais à l'IA que l'on confie ce travail fastidieux. Les collectivités elles aussi, s'interrogent sur l'optimisation des missions de ses agents, des postes de travail et des matériels, des emplois du temps et des qualifications.



“ ChatGPT a été une prise de conscience, et les entreprises ne font qu’entrevoir une utilité future ”

Christophe Brizot, délégué Numeum pour la région Centre-Val de Loire

Qui sait développer sa propre IA ?

Le plus extraordinaire, c’est qu’un bon ordinateur personnel peut faire le job. Et si sa puissance de travail ne suffit pas, il est encore possible de faire faire les calculs sur le cloud. « Ce qui veut dire, poursuit Frédéric Ros, que toutes les entreprises qui ont un certain niveau de maturité peuvent se faire aider par l’IA. Les technologies peuvent leur faire gagner énormément de temps et d’argent ».

Une très bonne culture de la technologie suffirait donc pour une approche pragmatique et mercantile. « Par contre, ajoute Frédéric Ros, un deuxième niveau de maîtrise dépasse ces fondamentaux, et là, il y a beaucoup moins de monde. Ils sont salariés haut de gamme dans de grandes entreprises, ou consultants de luxe indépendants. Ceux-là ont la culture et sont beaucoup moins nombreux. Restent les laboratoires, qui ont compris que l’IA les aiderait dans le domaine de la chimie, de la mécanique ou des énergies. De nombreux travaux s’intéressent depuis quelque temps aux GNN, les graph neural networks. » Une molécule, par exemple peut être représentée par un graph, puis la puissance des méthodes du deep learning sera utilisée pour faire des comparaisons et tirer des conclusions fondamentales.

Christophe Brizot est l’un des managers du géant informatique Atos, également délégué régional de Numeum, le syndicat professionnel des acteurs du numérique en France. Atos est constructeur de supercalculateurs, il est actuellement le seul en Europe. L’entreprise développe aussi des nouveaux services relatifs à l’intelligence artificielle appliquée aux entreprises. Les « tech lead » de l’IA (les développeurs ++) créent des frameworks, des cadres pour des modèles d’IA générative. « On part de bases partagées, explique Christophe Brizot. On ne réinvente pas le modèle, on l’adapte aux besoins du client. » En quelques sortes, Atos customise une IA pour être plus efficace, plus rapide et plus fiable. Les clients veulent adapter un ChatGPT à leur secteur d’activité. « On est encore à l’étape de preuve de concept, rappelle Christophe Brizot. ChatGPT a été une prise de conscience, mais les entreprises ne font qu’entrevoir une utilité future, et ce n’est encore qu’une faible part de notre chiffre d’affaires. 2025, en revanche, marquera une progression très forte. On identifie les cas d’usages, l’intérêt de tel ou tel axe de développement. »

L’agent immobilier peut générer des visites virtuelles, l’assistant juridique, le bibliothécaire, le community manager, le copy writer ou concepteur rédacteur dans une agence de com, le développeur ou l’enseignant en ligne..., tous sont concernés par l’IA. Ceux qui vont s’emparer de ces savoirs prendront le pouvoir. Pouvoir commercial, industriel, technologique... L’IA accélère les process, notamment ceux répétables. Le temps gagné est consacré à des travaux plus productifs. « L’IA n’est pas une innovation de rupture, poursuit Frédéric Ros, car elle ne crée pas elle-même. Elle appartient à l’innovation incrémentale. Elle génère de nouvelles choses à partir de l’existant. C’est déjà beaucoup, car n’oublions pas que dans les entreprises on ne trouve pas que des savants fous. 80 % des gens font des tâches récurrentes. »





Laurène Rouillon et Jean-Baptiste Aubry, de l'agence Wam dans l'amphi de l'ETIC à Blois

Les agences de com, entre plaisir et budget

Un résultat phénoménal aux yeux du grand public est actuellement le NLP, pour natural language processing. Un système capable d'une traduction quasi simultanée de toutes les langues de la planète avec un niveau de qualité jamais atteint. On doit cela à la naissance des « transformeurs » et, avec eux, du deep learning en 2017. Même si cela peut sembler accessoire, c'est ce qui est actuellement la partie la plus visible de l'iceberg. ChatGPT en est issu. Midjourney, quant à lui, sait générer une image à partir d'un prompt aussi simple que : « Représente-moi un individu dans la rue, qui semble en colère, enrhumé et qui marche vite. »

Pour les agences de création artistique, la fonction IA a été ajoutée aux suites Adobe et Microsoft et, avec elles, à des générateurs d'image et de texte.

Lors d'une conférence organisée en avril dernier par l'ETIC, école de design de Blois, sa directrice Cathy Beauvalley interrogeait des graphistes, des journalistes et des directeurs d'agences de communication :

Quand l'IA est arrivée, comment l'avez-vous pris ?

– **Jean-Baptiste Aubry, directeur associé de l'agence Wam** : Je me souviens de l'arrivée du Mac. On avait compris que c'était un outil. De la même façon, l'IA nous aidera à produire et créer plus vite.

– **Vivian Bernard, explorateur IA indépendant** : J'ai pris l'IA avec le même enthousiasme qu'Internet en 1998. Avec Midjourney, je me suis pris au jeu sans en imaginer une approche métier. Avec les versions 4 puis 6, la révolution s'est faite pour l'image de synthèse.

– **Yvan Rose, graphiste et superviseur 3D** : Topaz Gigapixel nous a permis de réduire les résolutions d'images, bosser plus vite et alléger les fichiers. Les directeurs artistiques sont alors arrivés avec des maquettes ultra-poussées, ce qui a généré les premiers problèmes. Le client ne comprend pas qu'avec l'IA on ne sache pas faire plus encore ! Or l'IA vient en soutien et ne génère pas tout. Ajoutons que l'IA produit aussi des images avec des erreurs, comme un sixième doigt qu'il faut corriger !

L'IA donne des idées : on se dit parfois "qu'est-ce que va me pondre l'IA cette fois ?". Le créateur, lui, a mis ses tripes, sa souffrance et ses doutes ; pas l'IA, même si je reconnais que l'IA débloque des situations et génère quelques idées. On est dans une période transitoire et dans l'idée que l'IA peut encore être balayée par autre chose.

– **Laurène Rouillon est responsable éditoriale chez Wam** : J'utilise l'IA comme secrétaire de rédaction, pour corriger les fautes, mais aussi parfois pour éviter le syndrome de la page blanche. C'est une accroche, mais pas une façon de trouver du fond. L'IA n'est ni drôle ni subtile, elle ne se déplace pas et ne va pas interroger les vrais gens.

– **Coraline** : L'IA est un challenger qui nous permet d'aller plus loin et sans doute de faire mieux. Mais elle nous fait aussi perdre une part de plaisir. L'IA nous éloigne de ce que l'on aime faire. La question est donc de défendre son positionnement et le travail à l'ancienne.

– **Vivien** : Ceux qui tireront leur épingle du jeu seront les plus créatifs. L'IA ne change pas la donne, elle apporte de la valeur. Qu'on ne s'y trompe pas, l'IA ne facilite pas la créativité.

– **Un graphiste de l'ancienne garde observe** : Jusqu'à preuve du contraire, l'ordinateur ne rêve pas. Ce que l'on crée aujourd'hui a déjà été créé autrefois avec un papier et un crayon.

– **Jean-Baptiste Aubry acquiesce** : L'IA n'a pas de sens critique non plus. Il y aura toujours des créateurs. Rien ne vaut un bon brainstorming entre créatifs. Pourtant, quelle que soit l'approche, c'est enthousiasmant, il faut y aller.

À les entendre, on se demande tout de même si les graphistes ne sont pas un peu ronchons et ne regrettent pas déjà le crayon, l'argentique et Photoshop.

“L'IA n'est ni drôle ni subtile, elle ne se déplace pas et ne va pas interroger les vrais gens”

Laurène Rouillon



Michael Vion, dirigeant
d'eMyoSound et Qwanteus

Au service de la médecine

Michael Vion est ingénieur en électronique, informatique et traitement du signal. Diplômé de Polytech Orléans, il est parti travailler sur les ultrasons aux États-Unis, où il a découvert les particularités de l'environnement médical et la recherche qui lui est associée. Spécialisé sur les organes que sont le foie et le cœur, il est revenu en France et a créé en 2018 une première start-up du nom de Qwanteus.

Avec Michael, on parle de machine learning, en l'occurrence de l'apprentissage avec des algorithmes et des réseaux de neurones convolutifs. Dit comme ça, c'est un peu brutal et l'affaire ne semble pas simple ! C'est pourtant avec cette technologie que l'on peut faire apprendre à une machine une tâche précise, en l'occurrence celle qui permettra d'associer des dispositifs à base d'ultrasons, tant pour le diagnostic que pour la thérapie.

L'échographie, qui justement utilise les ultrasons, a l'avantage d'être simple, peu coûteuse, et non ionisante. Elle est aussi plus accessible que l'IRM. Elle est donc couramment utilisée pour l'étude du foie.

Avec Qwanteus, Michael s'est donc intéressé aux images échographiques du foie, pour la détection des cancers. « De par sa constitution, le foie est un organe très difficile à analyser, explique-t-il, et l'on peut facilement passer à côté d'une tumeur cancéreuse. La maladie commence par de la fibrose, puis le foie se transforme, se cirrrose, avant que n'apparaisse la tumeur. »

Qwanteus a donc voulu analyser les images en temps réel et détecter ce que l'opérateur ne voit pas. « Pour cela, nous avons acquis des échographies de patients sains, d'autres de patients atteints de maladies, voire de cancers, de tumeurs bénignes ou malignes. L'idée étant de détecter

puis de classifier. » Les acquisitions de données se font au gré des études cliniques, dans les CHU, notamment celui de Tours, et bien sûr sur Internet, où sont publiés des données issues de laboratoires dont certains participent à des « data challenges », concours destinés à faire avancer la science. « C'est un travail de fourmis, poursuit Michael, un chemin pavé de mots-clés parmi lesquels, bien sûr, ultrasound, liver, data base et bien d'autres. »

Qwanteus a ainsi collecté des milliers d'images qu'elle a réparties en plusieurs groupes. L'un destiné à l'entraînement des algorithmes, un autre pour la phase test et un troisième pour la validation.

À la question "l'IA. est-elle bonne élève ?", la réponse est sans appel : « C'est un outil extrêmement puissant que l'homme ne peut égaler. Les résultats sont bons et l'on voit grâce à elle ce que l'œil humain a du mal à voir. »

Mais l'intelligence artificielle se paye cher. Il faut des compétences humaines hors norme en matière de développement digital et, s'agissant de projets médicaux, le temps est extrêmement long, avec des dossiers réglementaires qui s'étalent sur sept à huit ans. Les développeurs cherchent donc des investisseurs. Ces derniers hésitent, question de rentabilité à court ou moyen terme, et sans garantie de résultats. Ajoutons que, s'il y a bien des médecins avant-gardistes qui utilisent volontiers cette technologie nouvelle, beaucoup voient en elle une menace à leur expertise. Le lobby anti-IA est tenace.

eMyoSound est une autre start-up que Michael dirige. Il est toujours question de machine learning et de diagnostic médical, mais cette fois focalisée sur le cœur. L'entreprise travaille au développement et au perfectionnement d'un appareil à ultrasons qui analyse la rigidité du myocarde, le muscle qui constitue cet organe vital. Une quinzaine de personnes travaillent le sujet en R&D à Tours et en laboratoire de recherche à Paris. « Les mathématiques standard, c'est bien, convient Michael, mais les algorithmes d'IA vont infiniment plus vite. »

Les investisseurs semblent confiants, puisque eMyoSound vient de réussir une levée de fonds importante qui lui permettra de travailler sereinement quelques années, en incluant les essais cliniques aux États-Unis.

« Les mathématiques standards, c'est bien... Les algorithmes d'IA vont infiniment plus vite »



Nos inquiétudes en trois points

Ceux que l'on appelle les « tech lead » sont des informaticiens qui maîtrisent plusieurs langages, a minima Java et Python, et se sont intéressés au machine learning avant de devenir des experts de l'IA générative. On se demande souvent si ces brillants cerveaux ne sont pas les fossoyeurs de certains métiers demain. Christophe Brizot se veut rassurant à ce sujet : « L'IA va impacter nos métiers, c'est une évidence. À chaque arrivée de nouvelles technologies, dit-il, on se demande invariablement si certains métiers ne vont pas disparaître.

En fait, on s'aperçoit que non, voire même que ça en a créé d'autres et que ça a parfois soutenu la croissance de notre activité en créant des besoins nouveaux.»

Problème récurrent : la France a de brillants cerveaux et de vraies fédérations d'entreprises digitales. Mais il semble que l'on manque de capacité à investir pour le développement de modèles. L'argent est outre-Atlantique. De même que les données que nous partageons (photos et textes) sont hébergées aux US et entraînent leurs IA.

L'entraînement des modèles demande des supercalculateurs, CPU/GPU, qui sont la quasi exclusivité de l'américain Nvidia, comme les microprocesseurs étaient celle d'Intel et d'AMD. La France a fait la carte à puce, mais aujourd'hui la souveraineté de l'Europe est en jeu. Atos est le seul producteur européen de supercalculateurs, les autres sont chinois et américains. Plus délicat, le seul fabricant au monde de composants pour CPU/GPU est taïwanais. On peut s'interroger sur la souveraineté et l'indépendance stratégique de l'Europe.

Pour l'application médicale de l'IA, la réglementation médicale européenne est à juste titre sécuritaire et complique singulièrement la mise sur le marché d'appareillages nouveaux. Si certaines start-up se développent en Europe, elles réalisent en conséquence leurs essais outre-Atlantique. Nous prenons ainsi le risque de voir, à terme, partir certains de nos brillants cerveaux pour des cieux plus prometteurs, tout du moins plus conciliants.

Où l'on voit que l'intelligence artificielle n'est pas un combat d'arrière-garde. Bien au contraire, elle préfigure, à n'en pas douter, des grandes réussites industrielles de demain. Dans son programme « France 2030 » pour la réindustrialisation, la France serait bien inspirée de mobiliser les finances qu'il lui reste pour soutenir la recherche dans un secteur qui va bientôt révolutionner notre vie.

Coexister avec une IA

Lors de la quatrième édition du TEDxBlois qui s'est déroulée le 6 avril dernier au Jeu de paume, Benjamin Hoguet, auteur et créateur d'œuvres numériques utilisant l'intelligence artificielle, est intervenu sur le thème « Coexister avec une IA ». « À partir de 2020, explique-t-il, j'ai commencé à créer avec des intelligences artificielles dites génératives des IA qui permettent de générer du texte, du son, des images, de la vidéo à partir de commandes très simples. Puis, avec ces IA génératives, j'ai créé un jeu vocal dans lequel vous discutez avec une IA humoriste et psychotique, j'ai donné des avatars parodiques aux personnages de mon dernier documentaire télé et j'ai créé une pièce de théâtre dans laquelle le public et l'IA collaborent pour générer des décors en temps réel. »

« Ces IA génératives, je les ai adoptées tête baissée, poursuit-il. Enfin ! Je pouvais être plus prolifique, plus autonome, plus original aussi. Grâce à elles, j'ai produit à un rythme effréné. En quelques semaines naissaient des projets qui mobilisaient d'ordinaire quatre, cinq ou six personnes pendant des mois. Il est là le problème, n'est-ce pas ? Quatre, cinq ou six personnes n'ont précisément pas travaillé sur ces œuvres. Alors, après l'euphorie décomplexée des débuts est venu le temps des questionnements. Une coexistence entre l'IA et l'artiste est-elle seulement possible ? »

Visualisez le talk de Benjamin sur www.tedxblois.com



©Nguyen Tuan

En lire + sur le TEDx p.33

Julie Gayet, son engagement pour les femmes au cinéma

C'est en tant que marraine de la semaine Elles, organisée par la Ville de Blois et les associations locales, que l'actrice et réalisatrice Julie Gayet est venue présenter en avant-première Olympe, une femme dans la Révolution, son film sur la vie d'Olympe de Gouges. Devant un public venu nombreux, elle a pu expliquer ses choix de réalisation et a témoigné de son engagement pour l'émancipation des femmes.

« J'avais envie de monter une série sur les femmes révolutionnaires. Olympe est la première figure féminine qui sera diffusée sur France TV d'ici quelques mois », a confié Julie Gayet.

Coréalisatrice pour la première fois, c'est avec une pointe d'émotion non dissimulée qu'elle a accueilli les retours du public blésois, autant séduit par l'histoire de la femme révolutionnaire, auteure de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, que par la prestation de Julie Gayet, son interprète. « On voulait mettre ses mots dans la voix off pour raconter la modernité de cette femme. Parler aussi des clubs de femmes qui existaient à l'époque, comme toutes les associations qui défendent les droits des femmes aujourd'hui. Ce n'est pas nouveau, a-t-elle expliqué. Aussi, parler de cette dernière période où elle a été incarcérée est une référence à l'enfermement des femmes, aux vœux forcés dans les orphelinats, ou aux internements dans les hôpitaux psychiatriques ; il y a aussi un parallèle avec ces femmes afghanes ou iraniennes qui sont enfermées. »



Depuis l'affaire Harvey Weinstein qui a déclenché le mouvement MeToo, les lignes bougent dans l'industrie du cinéma. La place des femmes change peu à peu, notamment grâce au Collectif 50/50 qui promeut l'égalité des femmes et des hommes et la diversité sexuelle et de genre dans le cinéma et l'audiovisuel. Julie Gayet, qui est investie dans l'association, a pu donner quelques exemples d'actions menées : « Une charte qui engage à la parité a été créée, elle a été signée par tous les festivals de cinéma du monde. On demande à ce qu'ils nous fassent remonter les chiffres du nombre de femmes dans les comités de sélection. Parfois, juste leur poser la question fait naître une prise de conscience ! » Pour son film, la coréalisatrice a mis un point d'honneur à embaucher le plus de techniciennes possible. Elle s'est également livrée à un petit jeu lors des recrutements : elle a demandé aux femmes qui exercent des métiers plutôt féminisés, comme les maquilleuses et les coiffeuses, quelles seraient leurs prétentions salariales, et a fait de même avec leurs homologues masculins. Elle a pu dresser ce bilan édifiant : alors que les hommes demandaient 3 500 € de cachet, les femmes n'osaient guère demander plus que 1 200 € en moyenne ! « Avec le Collectif, on a mis en place une grille de rémunération, et des bonifications du fonds de soutien au CNC ont été instaurées s'il y avait plus de femmes embauchées », a-t-elle précisé.

Également présidente de Ciclic, l'agence régionale du Centre-Val de Loire pour le livre, l'image et la culture numérique, Julie Gayet est engagée depuis longtemps pour la culture aux côtés des femmes. « On ne naît pas féministe, on le devient », dit-elle. Après dix ans de bataille pour faire connaître l'endométriose et son combat aux côtés de la Fondation des femmes, elle continue de tracer son chemin en semant, tant qu'elle peut, ses graines pour l'égalité.

Émilie Marmion



© Ville de Blois - Deepha Photographie



Plus de mille personnes présentes au TEDxBlois

La quatrième édition du TEDxBlois s'est déroulée le 6 avril dernier au Jeu de paume. Pas moins de 1 094 personnes étaient présentes.

Le mouvement TEDx est né en 2009 et il existe aujourd'hui près de 4 000 TEDx dans le monde, dont une quarantaine en France. Toutes les associations TEDx sont indépendantes et locales. TEDxBlois a été fondée en 2019 par Lenaïg de Fréminville Duisit. L'association compte vingt-cinq bénévoles permanents et plus de quarante autres le jour de l'événement. « TEDxBlois est un projet collectif, expliquait la fondatrice. Nous sommes attachés à cette notion de collectif. C'est aussi une bulle enchantée, un moment hors du temps, unique, qui a lieu une fois par an, avec une belle communauté locale. »

Trois artistes sur scène

Le 6 avril, dix speakers se sont succédés sur scène lors d'interventions brèves et impactantes appelées talks. Chacun disposait de quinze minutes pour délivrer son message, format imposé par les conférences TEDx. Le thème de cette quatrième édition était « Exister ». Chaque speaker pouvait aborder ce thème à sa manière. Les thématiques abordées sur scène étaient très variées : intelligence



artificielle, égalité, handicap, stéréotypes, univers virtuels, relation avec le vivant, solidarité, vie d'un senior épanoui, l'eau... « Le thème est choisi en collectif, poursuit la fondatrice. Chacun soumet ses idées, on vote et on détermine ensemble un thème et des sous-thèmes. Exister est quelque chose d'extrêmement large. On peut traiter de beaucoup de choses. Il s'agit de mettre nos existences en perspectives, mais aussi d'exister demain avec les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle et le métavers. Exister résonne en chacun d'entre nous. »

Deux artistes et un groupe se sont également produits sur scène : le chanteur franco-québécois Aliocha Schneider, les Tambours du Bronx, et Emma Daumas, découverte dans la Star Academy en 2002, qui a clôturé cette édition avec un mini-show.

Maxence Yvernault

Maurice Leroux, au-delà de la transmission de connaissances

Christian Fauvinet vient de publier Merci Maurice, un livre qui rend hommage à Maurice Leroux (1925-2019) dont l'action dans les domaines de la formation et de l'insertion a marqué le territoire.

Maurice Leroux est né à Blois dans une famille d'industriels. Ses parents tenaient Les chaussures Leroux. En toute logique, il suit d'abord une formation technique en vue de reprendre l'affaire familiale, pour finalement entrer au séminaire. C'est l'époque où l'on forme la jeunesse rurale. « Maurice a un tempérament de bâtisseur et de rassembleur », témoigne Christian Fauvinet, auteur de Merci Maurice, qui l'a côtoyé pendant près de soixante-dix ans. Dans les années 1950, le bassin économique romorantin manque de techniciens. Pour répondre aux besoins des entreprises, sont alors créés les Ateliers d'apprentissage, à Villefranche-sur-Cher. Ces ateliers déménageront ensuite à Romorantin. Présidés par André Boule, ingénieur des arts et métiers, et dirigés par Maurice Leroux, ils enseignent aux jeunes à partir de vraies commandes pour que l'apprenti résolve des difficultés qui émanent d'une situation réelle en pratiquant le métier.

C'est ainsi que l'auteur rencontre Maurice Leroux en 1957 pour y suivre cette formation. Comme beaucoup d'anciens élèves, il se sent redevable de tout ce que lui a apporté Maurice Leroux, qui va bien au-delà de la transmission de connaissances. Beaucoup d'entre eux deviendront chefs d'entreprise ou œuvreront pour l'insertion socioprofessionnelle.

En plus de la formation des jeunes, Maurice Leroux s'est investi pour la création de la Maison d'accueil des jeunes ouvriers (Majo) à Romorantin, dans les chantiers d'insertion au sein d'Entreprise & Solidarité Sologne, association aujourd'hui dissoute, puis en créant Kaïros à Chambord. Dans ce livre, Christian Fauvinet a collecté témoignages et documents et raconte des anecdotes qui révèlent le dynamisme et le charisme de ce mentor dont une rue romorantinaise et l'école de production à Salbris portent le nom.

Laëtitia Piquet

Pour commander *Merci Maurice*

> christian.fauvinet@wanadoo.fr / 06 33 28 33 82



Maurice Leroux et les anciens élèves des Ateliers d'apprentissage

Quinzième Printemps de la photographie et des arts

L'office de tourisme Sologne côté sud organise la quinzième édition du Printemps de la photographie et des arts, du 23 au 26 mai à la Fabrique Normant à Romorantin. Deux artistes seront mis à l'honneur.

Initié en 2007 uniquement avec des photographes, le Printemps de la photographie et des arts, événement destiné à lancer la saison touristique, a pris son essor jusqu'à s'installer dans les 4 000 m² de la Fabrique Normant, avec le soutien de la Ville de Romorantin et de la communauté de communes du Romorantinais et du Monestois. Il accueillera cette année «plus de 50 artistes en tout : 31 photographes, 3 photo-clubs, 18 peintres et 5 sculpteurs», détaille François Cavalié, président de l'office de tourisme.

Parmi eux, deux invités d'honneur de renommée nationale. Le photographe Stanley Leroux, qui pratique la photo de voyage et nature, «va présenter une exposition sur Venise intitulée Laguna Oscura», précise Pascal Blanchard, membre de l'organisation. Cette série montre une Venise vidée de ses touristes pendant la pandémie. Stanley Leroux connaît le Printemps de la photographie et des arts pour avoir été le premier à remporter le concours proposé lors des premières éditions. À partir de cet instant, les organisateurs ont suivi son évolution et l'ont accueilli comme exposant pendant quelques années. «À l'époque, il photographiait les pingouins en Antarctique.»

> www.printempsdelaphoto.fr

> Ven. 24 mai et sam. 25 mai de 10h à 20h et dim. 26 mai de 10h à 18h

> Entrée gratuite

©Stanley Leroux

Autre artiste à l'honneur : Jean-François Maubert, sculpteur animalier contemporain, né en Sologne et habitant à Contres. Ses bronzes seront exposés pour la première fois au Printemps de la photo et des arts.

En plus de rencontrer les artistes présents tout le week-end, les visiteurs pourront s'initier à la macro avec le Romo Photo Club et au portrait auprès du Photo club sellois, ou encore s'inscrire aux sorties photos nature de Sologne nature environnement. Enfin, les artistes offrent des lots pour une tombola. «C'est une exposition assez éclectique pour attirer un public le plus large possible», concluent François Cavalié et Pascal Blanchard.

Laëtitia Piquet

La magique saison d'art de Chaumont-sur-Loire

Avec sa saison d'art 2024, le domaine de Chaumont-sur-Loire nous entraîne cette année dans des rencontres inédites, entre monstres et folies. Du 30 mars au 27 octobre, il se transforme en un théâtre enchanté où la nature et l'art fusionnent.

La découverte immersive sur 32 hectares plonge le visiteur au cœur de la création contemporaine, le guidant à travers une promenade parsemée de rencontres féériques.

Le monstre de Miquel Barceló

Dans un bosquet du parc historique apparaît une création monumentale, tel un monstre mythique émergeant des profondeurs de la terre, la bouche géante prête à nous engloutir. La Grotte Chaumont de Miquel Barceló est une œuvre colossale, façonnée en céramique dans l'atelier briqueterie de Majorque. Ce maître vénéré de l'art contemporain international a relevé à Chaumont-sur-Loire un défi aussi bien artistique que technique. Un four énorme de six mètres par neuf a dû être créé pour cette sculpture aux dimensions impressionnantes. Elle s'épanouira au sein de la nature, demeurera imperturbable face aux intempéries, cette première céramique de Miquel est conçue pour l'éternité.

Miquel Barceló devant sa Grotte à Chaumont

Promenade sensorielle

Sous l'auvent des écuries, une autre rencontre extraordinaire nous attend : Le Locataire, de Gloria Friedmann. Une sculpture imposante en terre qui interpelle sur notre relation complexe avec la nature et notre responsabilité en tant qu'habitants de cette planète. Puis lors de la déambulation dans les galeries hautes du Château, les couleurs des tableaux de Vincent Bioulès nous illuminent. Une quarantaine de peintures nous révèlent avec subtilité la beauté de la nature qui nous entoure. La promenade continue avec les jardins merveilleux de Damien Cabanes, dans les galeries de la Cour Agnès Varda. Ces grandes peintures sur papier ont la fraîcheur du saisissement de l'instant et captivent par leur sensibilité.

Entre découverte de 90 nouvelles œuvres d'une quinzaine d'artistes ou retrouvailles des œuvres pérennes, la saison d'art 2024 de Chaumont-sur-Loire offre une promenade sensorielle magique. L'occasion de se laisser emporter dans un univers de contes et de folies.

Sophie Manuel



Quand le Centre-Val de Loire se prend aux Jeux

En préambule aux Jeux olympiques de Paris, les services de l'État se mobilisent en région Centre-Val de Loire pour déployer un plan territorial comportant des centaines d'animations, dont un parcours « Prends-toi aux Jeux ! » avec des étapes dans vingt-quatre villes de la région.

Il régnait une ambiance de joyeuse et dynamique cour de récréation, ce matin du 2 avril dernier devant la solennelle façade de la préfecture de région, à Orléans. Des élèves des écoles primaires disputaient des épreuves de lancer de balle, d'escrime, de planche à roulettes, mais aussi de basket en fauteuil roulant. Il s'agissait de donner un aperçu des animations qui vont se déployer essentiellement en mai et juin dans 24 villes du Centre-Val de Loire sous le label « Prends-toi aux Jeux ! ». À chaque étape de deux jours, il sera proposé aux scolaires de s'initier à la pratique de différentes disciplines sportives le premier jour, le second étant ouvert au grand public. Ces 24 étapes s'ajoutent à de multiples événements sportifs, éducatifs et culturels programmés par les clubs et les associations, en coordination avec la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports.

« Ces animations vont irriguer le territoire régional et porter les valeurs de l'olympisme que sont l'excellence, le dépassement, la solidarité, mais aussi le plaisir de la fête », a souligné la préfète de région, Sophie Brocas, en présentant l'ensemble du dispositif.

Un budget de 500 000 €

Pour porter la bonne parole des JO 2024 et promouvoir les valeurs du sport, les organisateurs compte s'appuyer sur la « Team CRds » (conférence régionale du sport Centre-Val de Loire) composée des 24 athlètes de la région sélectionnés pour les Jeux olympiques et paralympiques. Ils ont été réunis en décembre dernier à Châteauroux (Indre), où se tiendront les épreuves de tir.

Le programme « Prends-toi aux Jeux ! », ce sont aussi des conférences qui se sont tenues dans chaque département et également une programmation culturelle dédiée. Le ministère de la Culture et la direction régionale de l'action culturelle ont lancé un appel à projets qui a permis de sélectionner 25 événements artistiques, musicaux ou théâtraux dans les six départements (voir en encadré). Tous ces événements sont gratuits, grâce à un financement public d'environ 500 000 € au total. L'important sera surtout de participer, comme le disait un célèbre baron.

Bruno Goupille

Loir-et-Cher : sport et culture au programme

Étapes sportives :

Vineuil : 5 et 8 juin ; Chailles : 19 et 22 juin ; Montoire : 26 et 29 juin ; Neung-sur-Beuvron : 3 et 6 juillet.

Animations culturelles :

« MurMur » : la compagnie In-Senso implantée depuis un an en Centre-Val de Loire dans le Loir-et-Cher présente une création participative de danse verticale qui associe des danseurs professionnels et des alpinistes et fans de grimpe, le 25 juillet, Zone I à Thoré-la-Rochette ;

« Championnes en meute », œuvre chorégraphique qui aborde les questions liées aux femmes dans le milieu sportif : 25 mai à Saint-Georges-sur-Cher, 8 juin à Vineuil, 28 juin à Mondoubleau, 13 septembre à La Halle aux Grains à Blois, 28 septembre à Cheverny ;

« Couleurs », pièce musicale itinérante, avec solistes, 15 juin, basilique de La Trinité à Blois, et 30 juin à Chaon ; « Pianolympiade », deux athlètes du clavier (François-René Duchâble, pianiste) et de la voix (Alain Carré, comédien) s'engagent dans la folle aventure des JO, 13 juin, basilique de La Trinité à Blois ; « Soh Moov n'Groove », projet interdisciplinaire rassemblant les 60 musiciens du Groove avec les choristes de 6 écoles et des ateliers breakdance, 8 juillet, Chambord.



L'opération « Prends-toi aux Jeux ! » a été lancée par des animations sportives pour les scolaires dans la cour de la préfecture d'Orléans, le 2 avril.

Le célèbre artiste JB Tattoo ouvre La Reine des plages à Montrichard

C'est face au Cher que le restaurant-bar-lounge La Reine des plages ouvre au début du mois de mai. Depuis plusieurs semaines, les habitants de Montrichard ont pu observer les transformations de ce lieu mythique avec l'arrivée de palmiers et d'objets de décoration à l'ambiance latino et américaine. Un projet un peu fou, sorti tout droit de l'imaginaire de Johnny, alias « JB Tattoo », connu pour ses multiples talents artistiques.

C'est en à peine quatre mois que la reprise du restaurant de la plage s'est opérée. La commune de Montrichard, propriétaire des lieux, avait lancé un appel à candidature pour la reprise de la concession d'exploitation du bar-restaurant. C'est avec la volonté d'exploiter au maximum le potentiel des lieux que Johnny s'est lancé dans l'aventure avec sa famille et ses amis. « Mon ambition, c'est de faire rêver les gens, qu'ils passent un bon moment ici, qu'ils oublient leur quotidien. Ici, tous leurs sens seront mis en éveil pour leur donner l'impression d'avoir changé de monde », explique-t-il.

Les décors, plus vrais que nature, nous embarquent direct dans l'ambiance : d'un côté le far west avec tous les codes du saloon, de l'autre les tonneaux et les canons qui nous embarquent avec les pirates des Caraïbes. Enfin, c'est l'atmosphère des cités précolombiennes qui se dessine du côté du bar, dont les décors ont été sculptés par l'artiste lui-même : « Tout l'univers a pris assez vite. Je suis un passionné d'Amérique, mais aussi de Disneyland. J'ai déjà créé des décors grandeur nature. Par contre, faire tout ça en moins de deux mois n'aurait pas été possible sans l'aide de mes amis et de mes clients, que je remercie. La plupart des objets m'ont été donnés, comme le squelette du pirate, en haut du chapiteau. »



©Johnny - La reine des plages



Johnny alias JB Tattoo

Pour la restauration, il pourra compter sur ses proches, notamment ses enfants qui, pour certains, sont déjà dans le métier. L'établissement comporte 140 places assises pour se restaurer et assurera trois services par jour, dont le dernier tard en soirée. Si la carte reste à définir, une chose est sûre, vous n'y trouverez que des produits français et en majorité locaux : « Il n'est pas question que j'empoisonne mes clients avec des plats préparés ou du surgelé », prévient le patron.

Généreux en tous points, Johnny a également tout prévu pour faire passer du bon temps à ses clients : « Il y aura des jeux ludiques pour les familles, comme du lancer de fer à cheval, et, bien sûr, de la musique et des concerts. » Le chanteur, qui se produit depuis plus de trente ans, s'est forgé un solide réseau dans l'univers musical professionnel. « Il y aura des soirées à thèmes tous les quinze jours le samedi soir et la venue une fois par an d'une star nationale. » D'ailleurs, la pendaison de crémaillère prévue le 18 mai à partir de 18 heures promet de belles surprises, de quoi ressusciter La Reine des plages, qui fut un haut lieu de spectacles entre 1936 et 1965 dont certains habitants de Montrichard se souviennent encore.

Émilie Marmion

« Ici, tous leurs sens seront mis en éveil pour leur donner l'impression d'avoir changé de monde » »

Les Acolytes, une nouvelle escale sur les quais de Blois

Dans le coeur de Blois, sur les quais de Loire, Adrien Delafoy, chef talentueux et propriétaire du restaurant « Brut, maison de cuisine », étend son empire culinaire avec une nouvelle initiative : « Les Acolytes ». Ce jeune chef de 31 ans, déjà reconnu pour sa contribution à l'essor gastronomique de la région, s'apprête à franchir une nouvelle étape dans son aventure entrepreneuriale.

« Les Acolytes » se dresse fièrement en face de Brut, de l'autre côté de la Loire, et aspire à devenir un lieu décontracté offrant une expérience où simplicité rime avec convivialité. Au programme de ce bar, qui ouvrira du mardi au samedi, de 18 heures à minuit : une sélection raffinée de bières, de vins et de spiritueux, complétée par une offre de petite restauration savoureuse et inventive.

Collaboration entre deux passionnés

La carte, bien que modeste, sera marquée par l'originalité, avec une proposition de mini-burgers personnalisables selon cinq recettes différentes, accompagnés de frites maison. Deux desserts viendront parfaire cette offre, assurant ainsi une expérience gustative complète.

Le projet Les Acolytes est le fruit d'une collaboration étroite entre deux passionnés : Adrien Delafoy, maestro de la cuisine, et son associée Alice, fervente connaisseuse de l'univers des bars. Ensemble, ils conçoivent un espace où la convivialité règne, permettant à chacun de savourer des mets et des boissons de première qualité dans un cadre agréable et détendu.

Ce qui distingue Les Acolytes est sans doute son équipe, principalement féminine, qui promet un accueil chaleureux. Alice, compagne et associée d'Adrien, a pris les rênes de la salle, apportant son savoir-faire et sa passion.

À ses côtés, Emy, précédemment second de cuisine chez Brut, décide de relever un nouveau défi en traversant le pont pour prendre en main les fourneaux des Acolytes. Ensemble, elles forment un duo dynamique, prêt à recevoir les Blésois et autres personnes ayant envie de s'attarder en terrasse autour d'un verre pour profiter de la douceur des soirées ligériennes.



Alice et Adrien, les acolytes

Un chef blésois

Adrian Delafoy, natif du Loir-et-Cher, est un véritable enfant du pays. Après un parcours exemplaire qui l'a mené de l'apprentissage de la pâtisserie chez Anne-Sophie Pic à des expériences enrichissantes en Suisse auprès de Laurent Petit à Annecy, il a choisi de revenir aux sources pour concrétiser son rêve d'entrepreneur. Avec Brut, il a su imposer un modèle de bistrot contemporain, valorisant les produits de saison et une cuisine audacieuse, le tout dans une ambiance intimiste et sympathique.

Les Acolytes n'est pas seulement une extension de l'univers culinaire d'Adrien Delafoy. Ce nouveau projet, qui vient tout juste d'ouvrir, promet de jouer un rôle significatif dans l'attractivité du quai de Loire, renforçant ainsi le lien entre gastronomie et art de vivre à Blois.

Sophie Manuel

« Ce nouveau projet, qui vient tout juste d'ouvrir, promet de jouer un rôle significatif dans l'attractivité du quai de Loire »

Le château de Cheverny

Cheverny, la destination verte tendance

Alors que le printemps s'installe doucement et que l'envie de nature se fait sentir après une période hivernale, les Français se tournent de plus en plus vers des destinations en pleine nature pour leurs escapades. Cette tendance est clairement reflétée dans les données d'Airbnb, qui révèle Cheverny comme étant l'une des cinq communes rurales les plus en vogue dans les recherches de la plate-forme.

La dispersion du tourisme n'a jamais été forte, indique la plate-forme de réservations d'hébergements Airbnb. En 2023, les voyageurs ont séjourné dans plus de 27 000 communes de France par son intermédiaire. Alors que les Français se projetaient pour leurs vacances de printemps et les ponts de mai à venir, l'intérêt pour les séjours dans les zones rurales n'a cessé de croître. Les chiffres l'attestent. Les recherches de séjours sur Airbnb en dehors des villes pour ce printemps ont augmenté de 35 % par rapport à l'année dernière. Parmi les destinations les plus en vogue, se démarque Cheverny, au cœur de la région Centre Val de Loire, aux côtés de la Plagne-Tarentaise, Montluçon ou encore La Roche-sur-Yon.

Avec ses paysages et sa multitude d'activités en plein air, Cheverny offre un cadre idéal pour les voyageurs en quête de dépaysement et de tranquillité. L'offre en hébergement est généreuse et diversifiée, avec des gîtes, des chambres d'hôtes, des cabanes luxes tels que celles des Sources de Cheverny, des hôtels et des campings. Et à Cheverny comme ailleurs, les hébergeurs misent sur Airbnb. La plateforme a collecté et reversé plus de 720 000 euros de taxes de séjour pour les villes du Loir-et-Cher en 2023.

L'effet tulipes

La popularité croissante de Cheverny ne se limite pas seulement à ses attraits naturels. En effet, la commune est également réputée pour ses deux châteaux. Troussay, le plus petit château de la Loire, et le château de Cheverny attirent chaque année des milliers de visiteurs. En ce début de saison, le château de Cheverny mise sur les belles couleurs des jardins des tulipes pour attirer le public. Plus de 500 000 bulbes de tulipes ont fleuri, transformant le parc du domaine en un tableau printanier et offrant une expérience visuelle incroyable. Cet événement annuel engendre de belles retombées médiatiques nationales. « De nombreux événements organisés au château, comme la fête des plantes ou la fête du printemps, dynamisent aussi ce début de saison », indique Chantal Guillot, responsable commerciale du château de Cheverny.

Le village bénéficie aussi de l'engouement de la destination « Blois Chambord ». « L'essor de cette destination se confirme en 2024, avec une fréquentation en hausse de 20 % au premier trimestre par rapport à l'année précédente », précise Anabelle Paillisson, responsable communication à l'office de tourisme Blois Chambord.

L'attractivité de Cheverny s'inscrit dans une tendance plus large de valorisation des destinations rurales. Les chiffres de l'Insee concernant la fréquentation touristique estivale en Centre-Val de Loire de 2023 témoignent d'une hausse globale de 3,4 %, avec une mention spéciale pour le département du Loir-et-Cher qui enregistre une progression impressionnante de 9 % (passant devant l'Indre-et-Loire pour la première fois). Et les données d'Airbnb qui stipulent que 700 villes et villages de France, situés pour 90 % d'entre eux en zones rurales, ont accueilli leurs premiers voyageurs avec Airbnb en 2023, confirment l'attrait croissant des régions rurales.

Sophie Manuel

Un nouveau guide pour un marché en plein essor, le camping

Alors que le marché de l'hôtellerie de plein air connaît un bel engouement, la sortie du « Guide du routard Flower Campings » s'annonce comme une réponse opportune à cette demande. Ce guide collaboratif présente la diversité des campings à taille humaine en France, tout en offrant aux voyageurs un outil pratique et fiable pour organiser leur séjour.

L'enseigne Flower Campings et Le Guide du Routard annoncent partager une vision commune du tourisme, axée sur l'authenticité, la convivialité et le respect de l'environnement. Leur collaboration a permis de sortir un premier « Guide du routard Flower Campings », qui présente les 131 campings à taille humaine de la franchise, accompagnés des habituelles recommandations de visites et activités proposées par les équipes du « Routard ». La spécificité de cette première édition de 160 pages est la mise en avant des bons plans par chaque gérant de camping, qui prend ainsi le rôle d'ambassadeur de sa région. Édité à 30 000 exemplaires, le guide est disponible gratuitement sur le site flowercampings.com. « Notre réseau propose des vrais campings, avec 50 % d'emplacements nus », précise Véronique Decamps, directrice de Flower Campings. « Nos campings ont connu une augmentation de 12 % de fréquentation en 2023 et la demande s'accélère pour les néo-campeurs et les vanlifes. »



Laetitia Javelle, propriétaire du Flower Camping Loire et Châteaux

Camping Loire et Châteaux à Bréhémont

Au cœur de la région Centre-Val de Loire, le camping Loire et Châteaux, situé à Bréhémont (37), incarne l'esprit des campings Flower Campings. Avec ses 75 emplacements, dont 34 emplacements nus, il reflète l'accueil de tourisme à taille humaine en milieu rural. Laetitia et Romuald Javelle, les gérants de Loire et Châteaux, ont surfé sur la tendance « glamping » et proposent des lodges et des bungalows toilés équipés tout confort. Situé sur la route de La Loire à vélo, il constitue une étape privilégiée pour les voyageurs grâce à l'offre cycliste pour une nuit dans un demi-mobilhome.

Ce camping 4 étoiles constitue un cadre idéal, près de Tours, pour une escapade nature. Il bénéficie de l'élan actuel du staycation, cet anglicisme qui vient de la contraction des mots « stay » (rester) et « vacation » (vacances) et évoque le fait de passer des vacances à proximité de chez soi. Benoît Plaut-Aubry, propriétaire du Flower camping Les Granges à Luynes, en témoigne : « Nous recevons de plus en plus de grands-parents avec leurs petits-enfants, qui habitent à Tours et qui préfèrent bénéficier d'un séjour en extérieur plutôt que de rester en appartement. » Les établissements de plein air comme le camping Loire et Châteaux rivalisent d'ingéniosité pour satisfaire leur clientèle ; piscine couverte chauffée, espace bien-être, mini-ferme, épicerie de produits locaux, espace jeunes, restaurant...

Le camping, un marché en plein essor

Si certains pouvaient considérer le camping comme une option de vacances rustique et peu attrayante, les chiffres récents viennent balayer ces préjugés. En effet, ces dernières années, le secteur du camping en France a connu une croissance spectaculaire. En 2023, les campings du Centre-Val de Loire ont enregistré une hausse record de 22,3 % du nombre de nuitées, atteignant ainsi la barre impressionnante de 1 122 500 nuitées. Cette tendance ne fait que confirmer l'attrait croissant des vacanciers pour des séjours en plein air. On constate aussi que les campings français ont su se réinventer et proposer des prestations de qualité tout en préservant le charme qui font leur succès. Le camping s'affirme donc comme un incontournable du tourisme.

Sophie Manuel

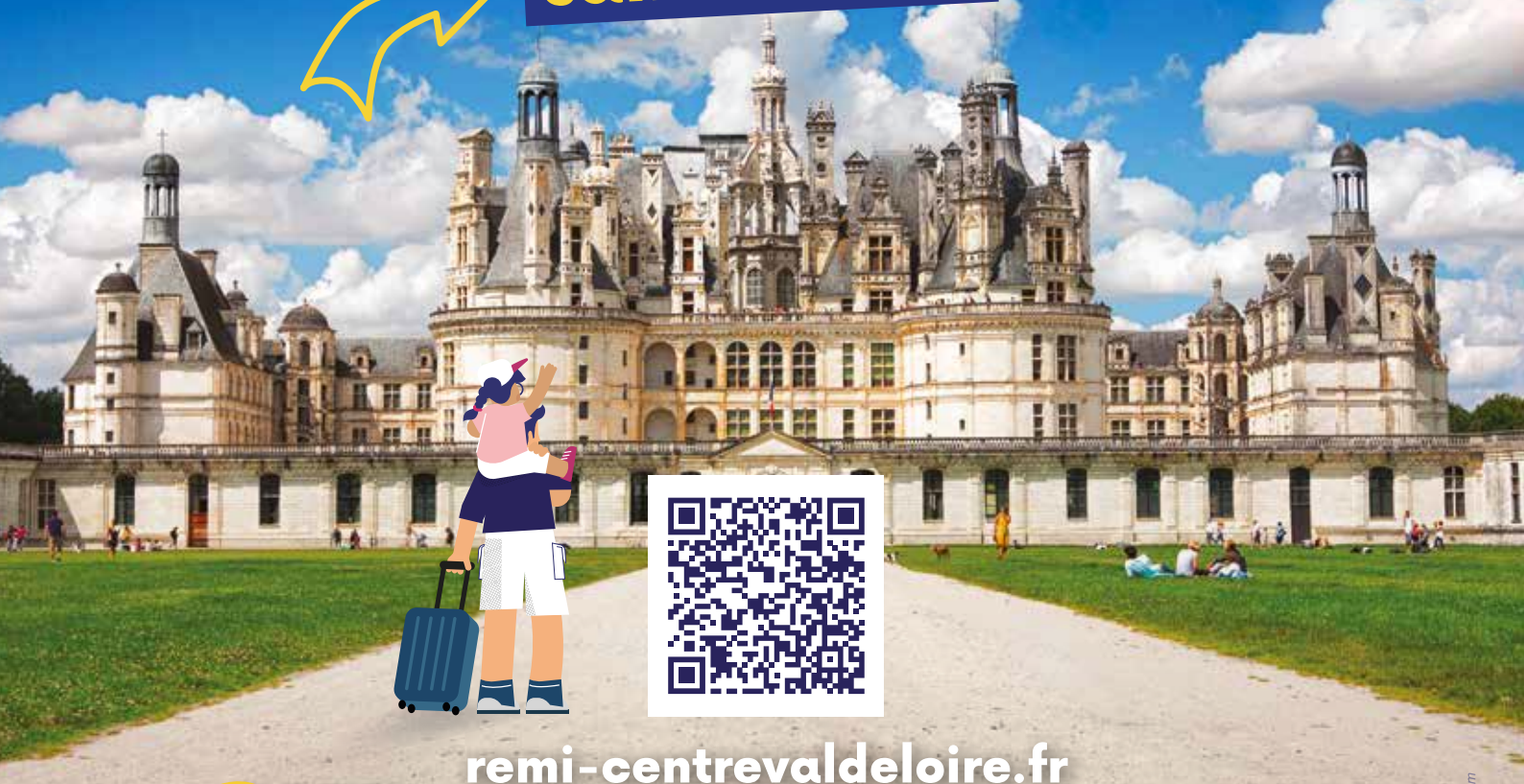


Le nouveau Guide du routard Flower Campings

ESCAPADES EN CENTRE-VAL DE LOIRE

Plus de 100 lieux à découvrir

sans voiture



remi-centrevalde Loire.fr

